La Voix des Communistes

N° 30
2e semestre
2022
2 €

Journal central du RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Prolétariat de France

Le monde de maintenant, c’est le pouvoir du capital

Le monde de demain, c'est le monde socialiste

"Nous cultivons la vie"

"Ils sèment la mort"
"Deux mondes - deux projets"

Les autres mondes sont des utopies

L’unique voie vers l’avenir, c’est la révolution prolétarienne

Image de couverture "Deux mondes - deux projets"

L'Illustration est reprise d'une affiche de Victor Ivanovitch Govorkov, datant de 1950.

Outre la légende, on lit sur l'image :

"план Полезащитных лесонасаждений" ("Planification d'une forêt brise-vent").

Il s'agit d'un projet lancé en 1948 avec l'adoption d'un "Décret du Conseil des ministres de l'URSS et du Comité central du Parti communiste des bolcheviks de toute l'Union" (20/10/1948) sur le plan consacré "aux plantations forestières pour la protection des champs, à l'introduction des assolements avec herbes fourragères, à l'aménagement d'étangs et de réservoirs d'eau pour assurer des récoltes élevées et stables, dans les régions des steppes ou de steppes et de bois alternés, dans la partie européenne de l'URSS".

Le but était d'améliorer l'agriculture en luttant contre l'érosion des sols, en développant les terres agricoles et en généralisant de nouvelles pratiques agricoles plus efficaces. Ce plan visait principalement la steppe de l'URSS européenne. Il consistait à réaliser de grands projets hydrauliques avec un réseau de canaux d'irrigation, mais aussi l'implantation de rangées d'arbres sur 5.000 km afin de réduire la vitesse des vents et de diminuer l'évaporation de l'humidité à la surface des sols.

SOMMAIRE

Page

Éditorial 4

La construction d'un parti communiste marxiste-léniniste
ne peut pas résulter d'une activité spontanéiste 5

Nous sommes opposés à l'émigration forcée,
nous ne sommes pas hostiles aux travailleurs immigrés 9

La signification économique de l'écologie
dans la restructuration de l'impérialisme mondial 16

Kanaky - Nouvelle Calédonie : une colonie en lutte
pour son indépendance, contre l'occupation française 26

Chili : de la dictature militaire
à la "démocratie" comme jeu de société 33

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Il diffuse la *Voix des Communistes*, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

roc.ml@laposte.net

http://rocml.org/

ÉDITORIAL

Le rituel électoral destiné à renouveler périodiquement les organes exécutifs et législatifs de l'État capitaliste étant terminé, l'exécutif - "un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière" selon la formule figurant dans le "Manifeste du Parti communiste" - est maintenant en ordre de marche. Et les attaques contre les travailleurs vont reprendre : retraites, assurance chômage, santé.

L'inflation s'est aggravée. Sa fonction historique consiste à faire baisser la valeur de la force de travail. L'augmentation des prix à la consommation rogne sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Ce phénomène d'une grande ampleur touche la périphérie des métropoles impérialistes et provoque émeutes de la faim, manifestations et révoltes. Il est de la préoccupation du gouvernement d'éviter à la France de pareilles réactions. D'où les mesures proposées pour "soutenir le pouvoir d'achat" et sur lesquelles s'écharpent les tendances politiques du landerneau électoral. Dans la pratique, les employeurs ont l'art et la manière d'accorder dans l'immédiat quelques mesures pécuniaires pour éviter les actions revendicatives dans les entreprises, mais en planifiant dans le même temps des schémas de gestion qui à plus long terme sont au contraire désavantageux pour les travailleurs.

En cette période d'été caniculaire la question du réchauffement climatique est d'autant plus mise en avant et des solutions sont proposées pour surmonter les graves dysfonctionnements écologiques qui s'imposent à la société. Le mode de fonctionnement du capitalisme - son seul et unique but étant la reproduction du capital avec profit - est grandement responsable de ces problèmes, et il est fondamentalement incompatible avec un "monde meilleur" du genre "capitalisme vert" ou autre. La bourgeoisie se sert de la propagande qui met en avant le "sauvetage de la planète" afin de détourner les esprits de la question qui touche directement et principalement autant les capitalistes que les travailleurs : celle de la lutte de classe entre capital et travail, classe exploiteuse et classe exploitée, celle de la domination mondiale du système capitaliste impérialiste qui impose aux populations la misère et les guerres.

Les élections au Chili ont attiré la sympathie des militants de sensibilité de "gauche". Or la "démocratie" bourgeoise, même "participative" maintient en vie la société capitaliste et tous ses maux. Rappelons-nous l'arrivée au pouvoir de la gauche dite radicale en Grèce il n'y a pas si longtemps. En France nombreux sont ceux qui en regardant vers le Chili s'obstinent à vouloir déceler des lueurs de - fausses - espoirs. Ainsi est proposée à la signature une "Tribune de soutien international et transfrontalier à la nouvelle constitution du Chili" qui énonce : "En ce moment historique, nous espérons que la nouvelle Constitution sera largement approuvée, afin […] d'inspirer des changements transformateurs dans de nombreuses régions du monde." Parmi les signataires, on remarque Thomas Piketty, "Économiste, Directeur d'études à l'EHESS, Professeur à l'École d'économie de Paris, France".

Dans sa tournée en Afrique Macron a osé dénoncer la Russie comme "l'une des dernières puissances impériales coloniales" tout en soulignant qu'il parle "sur un continent qui a subi les impérialismes coloniaux". C'est une drôle de manière d'insinuer que la France serait au-dessus de tout cela… Oui, l'impérialisme russe s'oppose à l'impérialisme français, et ce dernier persiste notamment sous la forme historique d'un empire colonial. Le cas de la Kanaky en fait la démonstration. L'impérialisme français est en difficulté face à ses rivaux. La rivalité entre les USA et la Russie s'est fortement aggravée avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'Europe jouant les seconds rôles dans l'ombre des Américains, et la Chine comptant bien en profiter pour étendre son influence en tant que puissance impérialiste. Rien de bon pour les peuples et le prolétariat.

Le prolétariat, comme nous l'apprend la théorie marxiste-léniniste, est la seule classe à même d'entrainer l'humanité à dépasser le stade capitaliste et édifier une société débarrassée de tous ses maux. Pour cela il doit réaliser et consolider son unité de classe. La question de l'immigration forcée constitue un élément important de ce problème qui est posé à tous les militants se basant sur la conscience de classe. Le prolétariat doit conquérir son indépendance politique par rapport aux autres classes, en particulier la bourgeoisie. Il doit édifier un véritable parti communiste qui seul peut le conduire à réaliser cette tâche. C'est aujourd'hui l'objectif prioritaire que se fixent les communistes marxistes-léninistes.

*

Le monde d'aujourd'hui c'est le pouvoir du capital, le monde de demain c'est le socialisme, les "autres mondes" sont des utopies!

La construction d'un parti communiste marxiste-léniniste ne peut pas résulter d'une activité spontanéiste

Introduction

Le ROCML participe actuellement à un collectif dénommé "Construction communiste", lequel rassemble des organisations et militants se réclamant du marxisme-léninisme. Le communiqué publié lors de la constitution de ce collectif en novembre 2021 indique : "Les organisations et camarades présents ont affirmé leur volonté d'agir dans le cadre du collectif afin de contribuer à faire avancer, sur la base du marxisme-léninisme, les conditions permettant de constituer le Parti d'avant-garde de la classe ouvrière en France." **Le texte que nous reproduisons ci-après a été rédigé en tant que contribution aux débats menés au sein du collectif.**

Dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, la lutte opposant la classe ouvrière à la classe capitaliste est une réalité objective. En France, actuellement, le degré de conflictualité apparente semble faible, comparé à d'autres périodes historiques. Néanmoins l'objectif de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'instaurer celui du prolétariat, reste valable. L'écart entre la réalité objective et la perception subjective de cette réalité fait que les manifestations de la lutte de classe couvrent un large éventail : de la soumission passive à la révolte ouverte en passant par la résistance hésitante; du mécontentement individuel à l'expression collective; de la réaction spontanée à l'action réfléchie; du militantisme individuel au militantisme en tant que membre d'une organisation… Notre attitude, en tant que militants qui basons notre action sur le marxisme-léninisme, consiste à la fois à tenir compte de cette réalité et à oeuvrer en faveur de la révolution nécessaire. Les discussions parmi les militants concernent notamment les relations respectives entre certains aspects cruciaux : idéologie - théorie - pratique; individu - masse - parti; spontanéité - organisation.

Nous exprimons nos convictions sur ces sujets, comme en l'occurrence la question de la spontanéité. Précisons que nos critiques visant des positions que nous considérons comme erronées ne signifient pas un "rejet", une "condamnation", des manifestations objectives de la lutte de classe - dont les révoltes spontanées rassemblant travailleurs et autres couches dans une seule et même action. Seulement, nous déterminons notre propre orientation et action en fonction des principes et analyses qui nous guident, et nous tenons à les affirmer. Lénine, dans "Que faire?"[1] :

> Au fur et à mesure que l'élan spontané des masses s'accroît et que le mouvement s'élargit, le besoin de haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie augmente infiniment plus vite encore.

Pour faire face à cette nécessité, il ne suffit pas de se lancer en tant que militant individuellement dans un "travail théorique, politique et d'organisation", même si c'est en contact et en se regroupant avec d'autres militants et avec des prolétaires engagés dans des luttes. Seule la formation effective du parti d'avant-garde de la classe ouvrière mettra les communistes marxistes-léninistes en situation de pouvoir orienter les expressions de la lutte de classe - qui, comme nous l'avons dit ci-dessus, constituent une réalité objective - vers le but précis et indispensable de la révolution prolétarienne.

Nous avons traité la question de la classe ouvrière et de la création du parti par divers articles parus dans notre journal, et nous avons publié notamment un recueil de textes sous forme d'une brochure intitulée **"Notre combat : Arracher le prolétariat à la domination de la bourgeoisie"**[2].

En particulier dans le numéro 28 de notre journal, *La Voix des Communiste*, nous avons consacré un article au travail politique au sein de la classe ouvrière. Nous sommes conscients qu'il ne suffit pas d'écrire - encore faut-il que cela serve à un débat de fond. Ainsi nous invitons les militants dits ml et communistes à lire ce qui est écrit, et à formuler des critiques non seulement dans des discussions verbales mais aussi par écrit. Il faut construire une ligne politique pour la classe ouvrière, qui soit basée sur la théorie marxiste-léniniste et guidée par l'idéologie du prolétariat. Cette tâche ne pourra jamais être accomplie à travers une pratique **d'amateur, spontanée.**

Nous tenons à répéter qu'une pratique révolutionnaire nécessite une théorie révolutionnaire. Cette théorie est unique, c'est le marxisme-léninisme. Nous insistons sur le fait que seulement en lien avec cette théorie marxiste-léniniste il sera possible de développer correctement la politique qu'il faut à la classe ouvrière, du point de vue général et dans les détails : déterminer la bonne tactique de lutte et le bon moment pour l'appliquer. Pour réussir, il faut établir l'état des lieux objectivement : les caractéristiques de la classe ouvrière, la détermination concrète de ses buts, ses capacités, forces, faiblesses, ses alliés potentiels… Voici deux extraits d'un texte d'A. Lozovsky, dirigeant de l'Internationale syndicale rouge[3] :

> Pour lutter avec succès contre la bourgeoisie, il faut une haute conscience politique des masses et une solide organisation communiste révolutionnaire. C'est là une chose qui, pour un bolchévik, n'a pas besoin de démonstration. Chaque communiste du rang comprend parfaitement qu'il faut conquérir les masses. Mais comment le faire, par où commencer? Quelles sont les chaînons auxquels il faut s'accrocher? Quels sont les centres sur lesquels il faut particulièrement appuyer en ce moment? Quelles sont les questions sur lesquelles il faut concentrer l'attention des masses? [...] Pour conquérir les masses, il faut avoir une politique juste. [...]
>
> La diversité extrême des conditions de la lutte de classe, la corrélation diverse des forces entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, les différentes conceptions idéologiques et politiques dans les masses ouvrières, le degré de désagrégation du capitalisme, etc., tout cela doit être pris en considération pour la détermination de la tactique communiste dans un pays et dans une situation donnée.

Voyons donc la situation de la classe ouvrière en France : division politique et syndicale, dispersion dans des entreprises de taille plus ou moins réduite (le fractionnement des structures est présent même dans les grands centres de production ou d'activité, par exemple les pôles CDG, Orly, la Défense, diverses zones du "Grand Paris", y compris des centres industriels). Les organisations syndicales souffrent d'un manque de moyens pour la lutte - résultat entre autre des modifications successives du Code du Travail -, de formation insuffisante, et surtout le niveau de conscience de classe - de conscience au sujet de l'opposition entre classe ouvrière et classe capitaliste - est faible.

En particulier durant l'époque Mitterrand s'est répandu un sentiment de "victoire politique" incarnée par la "gauche" au gouvernement, tandis que parallèlement les travailleurs - rassurés par les promesses ministérielles et parlementaires - ont eu tendance à se replier sur des luttes revendicatives aux marges de la sphère politique. Dans les faits, cela revenait à se mettre à la remorque de la politique de la bourgeoisie. Parmi les arguments avancés pour justifier ouvertement un choix d'abstentionnisme politique se trouvait le rejet de l'hégémonie du PCF au sein de la CGT - or le problème n'était pas la présence d'un lien entre les domaines politique et revendicatif, mais la nature réformiste de cette influence. À cet égard, la "Charte d'Amiens" est régulièrement invoquée, mais pour interpréter correctement cette référence il faudrait en premier lieu analyser le contexte qui à l'époque régnait au sein de la CGT, par la présence de plusieurs conceptions divergentes du syndicalisme.

En ce qui concerne la multiplicité des organisations dites "ml" existantes, on ne peut pas les juger simplement au vu des individus qui en assument la direction, en dehors de l'évaluation de leurs caractéristiques en tant qu'organisation sous les aspects théoriques, politiques et pratiques. Ce serait trop simpliste. Quand on parle de théorie, on pense en premier lieu aux "classiques" du marxisme-léninisme. Évidemment sans théorie marxiste-léniniste, aucune analyse concrète conforme au matérialisme dialectique et historique ne peut saisir correctement la réalité. Exemple de ce défaut : parmi ceux qui voudraient former l'avant-garde de la classe ouvrière, on trouve notamment le PRCF qui de fait met sous le tapis le caractère impérialiste de la France, ainsi que d'autres groupes qui cherchent l'unité avec le PRCF. Autre exemple : CC-Nord-Pas-de-Calais qui s'accroche à Mélenchon, exalte le mouvement interclassiste - il est impossible de jouer un rôle d'avant-garde pour le prolétariat selon de telles orientations. Quant à nous, ROCML, voici un extrait d'un texte fondateur adopté lors du 1er congrès[4] :

> Ensuite, le Parti doit être le détachement avancé du prolétariat, son état-major de combat et regrouper dans ses rangs les éléments les plus conscients de la classe.
>
> Mais il n'est pas suffisant de réaffirmer notre attachement aux principes d'une manière abstraite et les mettre en avant hors de toute réalité concrète. Il faut en valider leur justesse et leur nécessité comme seule réponse aux problèmes posés dans la pratique par la lutte de classe non pas pour hier, mais pour aujourd'hui et demain.

Où sont les éventuels "détachements avancés du prolétariat"? Pourquoi ces groupes sont-ils largement dispersés? Les militants qui les composent suivent-ils tous plus ou moins aveuglement leurs chefs?… À ces questions on peut ajouter toute une série d'autres du même type.

Durant des discussions auxquelles nous avons participé, avec des camarades du collectif, une idée est revenue à diverses reprises : l'existence de nombreux groupes séparés et fermés chacun vis-à-vis des autres empêche les militants au sein de la classe ouvrière d'entrer en contact mutuellement; ainsi, la première chose à faire serait de chercher à toute occasion le contact individuel entre ouvriers qui, d'une manière ou d'une autre, luttent pour défendre leurs intérêts.

Sans doute et sans aucune ambigüité, pour nous le cadre principal de nos activités se situe au sein de la classe ouvrière. Cependant pour qu'un membre avancé de la classe ouvrière s'intègre dans une organisation politique (surtout s'il s'agit d'une organisation communiste marxiste-léniniste), il faut qu'il se soit libéré du mode de pensée spontanéiste. En effet le passage essentiel est celui qui passe de la lutte menée par un individu, membre de la classe ouvrière comme classe en soi, à une lutte guidée par la conscience d'être membre de la classe ouvrière comme classe pour soi. Pour un militant avancé le fait d'être ouvrier ou militant d'une autre origine ne détermine pas le fond de son militantisme. En revanche l'orientation du militantisme, assumée consciemment, change tout. Choisir de mener une activité au sein de la classe ouvrière, ce n'est pas la même chose qu'intervenir "partout où on peut rencontrer des ouvriers". Nous comprenons qu'on puisse être tenté de se joindre à des mouvements simplement parce qu'ils s'affrontent au gouvernement, et parce qu'il y a parmi les participants des ouvriers. Mais il est illusoire de penser que ce contexte élémentaire puisse permettre de développer, à partir de rencontres individuels, un lien utile au travail militant visant à construire une organisation d'avant-garde de la classe ouvrière.

Certes les mouvements quels qu'ils soient ne se déroulent pas selon un schéma prédéterminé. En fonction des circonstances ils peuvent contribuer, ou pas, à un aiguisement de la lutte de classe. Mais nous pensons qu'il n'est pas possible de construire une force d'avant-garde sur la base d'un mouvement spontané. Pour construire une organisation d'avant-garde, il faut en premier lieu définir un projet scientifiquement, mettre en place un cadre dans la durée, assurer la référence à la théorie marxiste-léniniste, développer l'orientation politique et l'organisation de la classe ouvrière. Ce n'est qu'à un stade ultérieur, en agissant par le biais d'une organisation déjà constituée, qu'on peut tirer avantage d'un moment de mouvement spontané.

Le travail politique au sein de la classe ouvrière ne sera pas possible simplement à partir de rencontres individuels de militants d'origine ouvrière. Si on veut passer à une étape supérieure, il faut exposer devant ces militants une perspective et un projet précis, mettre en question leur fonctionnement individuel au lieu de les aborder d'égal à égal, d'individu à individu. Certes, aller vers l'avant dans ce sens n'est pas simple : il faut réfléchir à comment nous pouvons rencontrer des militants avancés, pour mener un débat franc, s'organiser à travers des actions au sein de la classe.

Souvent nous entendons comme critique du ROCML : "vous parlez de théorie, où est la pratique". Nous répondons que le caractère modeste de nos forces nous impose évidemment des limites, mais que nous mettons au centre de nos efforts militants l'activité au sein de la classe ouvrière autant qu'il nous est possible.

Dans ce qui est abordé ci-dessus il est question d'objectifs visés, d'intentions. Cependant, il faut souligner que la réalité objective comporte de multiples obstacles sérieux à la poursuite de ces objectifs. Aujourd'hui :

- Il n'y pas un pays socialiste qui inspire la classe ouvrière.

- Il n'y a pas une organisation internationale marxiste -léniniste qui puisse nous guider.

- Il n'y a pas de mouvement ouvrier mondial qui se déploie dans la durée, comme entre la deuxième moitié du 19e siècle et la première moitié du 20e.

- Depuis la mort de Staline et la restauration du capitalisme en URSS/Russie, les attaques contre la théorie marxiste-léniniste sous tous ses aspects, et contre les forces révolutionnaires, n'ont pas cessé de s'aggraver.

- Il ne faut pas oublier que chaque révolution déclenche une réaction contrerévolutionnaire. La bourgeoisie n'a pas la mémoire courte. Elle utilise tous les moyens (pression, arrestation, massacre…, surtout elle n'abandonne jamais la lutte idéologique et politique).

- Les militants avancés de la classe ouvrière sont exposés aux influences d'autres idées étrangères à la classe ouvrière.

Cette liste n'est pas exhaustive…

Certains camarades veulent à la fois fonctionner comme un parti communiste existant, et travailler parmi

d'autres mouvements (comme les gilets jaunes) pour ramener des militants. Il est effectivement possible d'influencer ainsi certains individus. Aujourd'hui des militants, dans divers cadres d'activité, accomplissent un travail utile pour maintenir les résistances face à la bourgeoisie. C'est le cas pour le travail syndical, et aussi pour diverses activités associatives. Mais à long terme il faut trancher : travailler politiquement au sein de la classe ouvrière - ce qui est l'axe essentiel pour nous -, ou se consacrer à des activités qui fondamentalement restent périphériques, accessoires par rapport à l'objectif de la révolution prolétarienne.

Notre premier devoir est de clarifier et faire avancer le niveau d'unité théorique-politique d'avant-garde. En absence de réussite dans ce sens toutes les tentatives d'aller plus loin vont échouer, comme le prouvent les expériences pratiques de ces 10-20 dernières années, et aussi l'histoire antérieure.

Les courants réformistes et révisionnistes dominent avec leur idéologie bourgeoise, et sont associés à des pratiques opportunistes. La montée des visions nationalistes en face de la mondialisation du capitalisme est un problème particulier à traiter. Dans une certaine mesure le réformisme et le nationalisme se recoupent (réindustrialisation, l'intérêt de la nation - certains disent du peuple -, pouvoir d'achat…), et ce n'est pas un hasard, ils ont la même base.

Une fois qu'on a dit tout cela, arrête-t-on la lutte quotidienne, la pratique d'agitation? Non, évidemment. Mais il ne faut pas aller dans le sens d'une "fausse bonne idée" : par exemple le passage à un temps de travail de 32 heures par semaine qui prétendument diminuerait le chômage.

On peut et doit discuter de toutes sortes de problèmes : la crise du capitalisme et son origine, la guerre impérialiste et ses conséquences, le front républicain et anti-Le Pen, le suivisme par rapport à la politique bourgeoise… Or il ne faut pas s'attendre à ce que le rapprochement sur ces questions permette en lui-même d'unifier les communistes marxistes-léninistes.

Quel moyen de lutte faut-il développer? Quelle stratégie et tactique? Quel type de cadre qui pourra assurer cette ligne politique? Quelle société pour demain? La dictature du prolétariat, le socialisme - comment allons-nous le construire? Avec la petite bourgeoisie, sans elle? Quelle politique internationale? C'est à l'égard de ces interrogations que nous insistons sur la question de la théorie marxiste-léniniste et de l'idéologie prolétarienne, en étant conscients des difficultés qu'il faut affronter en cherchant à créer des liens permanents avec d'autres militants, de trouver des lieux et des moyens pour les débats nécessaires.

Pour nous il s'agit à la fois de continuer nos pratiques dans la classe ouvrière, et en même temps de chercher les militants, les forces marxistes susceptibles de s'unifier dans une perspective à long terme. C'est en ce sens qu'il faut, autour des domaines d'activité tels que le cadre syndical, l'opposition aux guerres impérialistes, etc., solliciter les forces militantes les plus avancées afin d'entamer les débats visant à atteindre l'unité idéologique et politique.

Lozovsky, dans le texte cité plus haut :

> Le IIIe congrès constatait ainsi, au milieu de l'année 1921, un ralentissement du rythme de la révolution mondiale. L'attaque frontale avait été repoussée, la bourgeoisie était passée à l'offensive. Quelles étaient les causes de l'insuccès des premières vagues révolutionnaires? Nous les avons énumérées plus haut : Il n'y avait pas de directeur, d'organisateur de la lutte, il n'y avait pas de partis communistes de masse.

Et pour ouvrir la voie vers l'instauration du pouvoir du prolétariat, il fallait établir ces conditions préalables. De même aujourd'hui : Tant que notre activité n'aura pas surmonté cette même carence présente actuellement, nos luttes resteront confinées dans les limites de la société capitaliste sans pouvoir les dépasser dans la pratique.

Le ROCML, mai 2022

Notes

1. V. I. Lénine : Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 404.
https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200i.htm
2. *http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/05/ROCML_Notre-combat.pdf*
3. A. Lozovsky : L'Internationale communiste et la lutte pour la conquête des masses (1929).
http://rocml.org/lozovsky-internationale-communiste-lutte-conquete-masses/
4. Déclaration fondatrice du ROCML, adoptée à son premier congrès - 18 avril 2010.
http://rocml.org/rocml-1/

Nous sommes opposés à l'émigration forcée, nous ne sommes pas hostiles aux travailleurs immigrés

Nous avons déjà publié des articles sur la question de l'immigration dans notre journal *La Voix des Communistes*. Les questions des migrations en général, des immigrés sans papiers en France etc., apparaissent régulièrement sur la scène politique, et figurent parmi les préoccupations de certaines organisations syndicales.

Octobre 2018, une caravane de milliers de Centraméricains prend la route en direction des USA.

La question des migrations au sens large concerne individuellement les personnes qui, pour des raisons diverses, quittent leur lieu de naissance où ils vivent habituellement au départ. L'émigration à plus grande échelle numérique comprend des exodes déclenchés par des conflits armées, des guerres, des menaces politiques qui poussent à l'exil, et autres. Avec le présent texte nous traitons plus précisément l'émigration forcée comme conséquence du développement du capitalisme. Il faut distinguer à l'égard des mouvements d'émigration deux moments distincts : l'émigration avant la formation de la société capitaliste d'une part, et celle située dans ce nouveau cadre. Karl Marx a déjà souligné ce phénomène[1] :

> Dans les États antiques, à Grèce et à Rome, l'émigration forcée, qui revêtait la forme d'instauration périodique de colonies, constituait un membre normal de la structure sociale. Tout le système de ces États était édifié sur une limitation déterminée du nombre de la population qui ne devait pas être dépassée sous peine de mettre en péril la base même de la civilisation antique. Mais pourquoi en était-il ainsi? Parce que l'application des sciences naturelles y était entièrement ignorée dans la production matérielle. Pour rester civilisés, ils ne devaient rester qu'à un petit nombre. Sinon, ils eussent dû se soumettre à ce dur tourment corporel qui transformait le libre citoyen en esclave. Le défaut de forces productives rendait la citoyenneté dépendante d'un rapport numérique déterminé auquel il ne fallait pas toucher. Le seul remède en était donc l'émigration forcée.

En passant à la société capitaliste, la nature de l'émigration a changé. Voici encore Marx :

> Mais il en va tout autrement de la grande émigration forcée à laquelle nous assistons aujourd'hui. Ce n'est pas le manque de forces productives qui crée désormais l'excédent de population, c'est l'accroissement des forces productives qui exige une réduction de la population et élimine l'excédent par la mort par inanition ou par émigration. Ce n'est pas la population qui pèse sur la force productive, mais la force productive sur la population.

Par la suite, Lénine apporte des précisions (c'est nous qui soulignons)[2] :

> Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.
>
> *Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie*, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de

> l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc.

À la suite de ces citations de Marx et Lénine, voici comment nous pouvons résumer notre position : **Nous sommes opposés à l'émigration forcée, nous ne sommes pas hostiles aux travailleurs immigrés.**

Opposition à l'émigration forcée, cela signifie combat par tous les moyens contre les causes de ce phénomène, c'est-à-dire contre le capitalisme impérialiste qui impose sa domination aux pays d'origine des émigrés. Comme l'a précisé Marx (cf. citation plus haut), c'est ***"la force productive qui pèse sur la population"***. Rejet de l'hostilité envers les travailleurs immigrés, cela signifie soutien à la lutte que ceux-ci doivent fatalement mener pour se soustraire à la situation que leur impose ce même capitalisme impérialiste dans le pays où ils immigrent.

Nous avons analysé notre expérience à ce sujet dans un article de *La Voix des Communistes* de décembre 2010, intitule "Leçons politiques de la lutte des travailleurs sans papiers"[3].

Dans la grande majorité des cas, du moins pour les travailleurs et les couches populaires, les déplacements de migration sont la conséquence d'évènements extérieurs. Personne ne décide de plein gré de quitter son lieu de résidence naturel tout en sachant qu'au bout du voyage l'attendent toutes sortes de galères.

En gros il existe trois types de migration : a) l'immigration économique; b) l'immigration pour échapper à la guerre; c) sous la pression de régimes dictatoriaux, réactionnaires, l'immigration pour fuir la répression politique. La catégorie a) est largement prépondérante. Dans les trois cas, c'est la conséquence du développement du capitalisme, des rapports de concurrence entre pays, de la politique appliquée par le pouvoir d'État dans l'intérêt de la bourgeoisie. (En étant plus exhaustif dans l'analyse, on pourrait examiner des aspects de migrations qui incluent d'autres causes et motivations, dont certaines liées à des situations individuelles.) Mais il ne s'agit pas simplement d'incriminer tel ou tel État qui parait particulièrement réactionnaire en comparaison à d'autres, lesquels affichent une image plus démocratique. Dans le monde d'aujourd'hui, tous les régimes - aussi réactionnaires et violents qu'ils soient, et quelles que soient les relations amicales ou hostiles que les uns et les autres entretiennent entre eux - sont intégrés dans le système capitaliste impérialiste mondial. C'est fondamentalement ce système en tant que tel qui est responsable des phénomènes d'émigration forcée et qui doit donc être la cible des luttes en faveur des personnes frappées par ce fléau.

S'il est vrai que les migrations sont en général liées à des facteurs de contraintes matérielles, elles peuvent s'inscrire dans des contextes variés. Historiquement, certains flux de migration correspondaient à la formation de territoires coloniaux.

Marx (c'est nous qui soulignons)[4] :

> Une soif d'émigration étonnamment vive se manifeste subitement parmi les petits métayers anglais, notamment parmi ceux qui possèdent un lourd terrain argileux. Les sombres perspectives de récolte, le manque de capitaux en vue d'entreprendre de vastes amendements sur leurs terres afin de pouvoir payer leur métayage ne leur laissent pas d'autre choix que de se chercher une nouvelle patrie et une nouvelle terre. **Je ne parle pas ici de l'émigration suscitée par la soif de l'or, mais seulement des émigrations forcées en raison du système de métayage, de la concentration des domaines, de l'application des machines au travail de la terre et l'introduction de la grande production moderne dans l'agriculture.**

Et Lénine[5] :

> Il est intéressant de noter que la structure de l'immigration en Amérique a changé. Jusqu'en 1880 c'est ce qu'on appelle la vieille immigration, venue des vieux pays civilisés, Angleterre, Allemagne, en partie Suède, qui a prédominé. Jusqu'en 1890 même, l'Angleterre et l'Allemagne ont fourni ensemble plus de la moitié du total des immigrants.

Les empires coloniaux (Espagne, Portugal, Grande-Bretagne, France) étaient certes basés fondamentalement sur l'embrigadement des populations autochtones, mais impliquaient aussi à des degrés variés l'importation de populations des puissances venant occuper les contrées colonisées; parfois il s'agissait de peupler des territoires relativement peu habités. Inversement, une proportion importante des travailleurs immigrés en France, actuellement, vient des ex-colonies françaises. Mais ce cas de figure ne correspond nullement à une caractéristique générale. Au début du 20e siècle, les Polonais, les Belges, les Italiens ont formé une forte composante de l'immigration en France et il

n'y avait aucun lien de colonisation. Les ressortissants de Turquie (les Kurdes, Turcs, et autres) qui comptent pour des millions en Allemagne constituent un autre exemple dans le même sens. C'est à ce sujet que nous avions critiqué dans un article de notre journal ("Les travailleurs immigrés doivent s'organiser en tant que prolétaires", dans le numéro de *La Voix des Communistes* cité plus haut[6]) certaines positions qui considèrent la lutte des travailleurs immigrés faussement comme une opposition entre les Blancs et les autres (Arabes, Noirs…), c'est-à-dire limitent implicitement le champ des immigrés concernés à ceux qui s'affrontent à l'ancienne métropole colonisatrice.

Perpignan 1975, arrivée des vendangeurs espagnols

Une des raisons qui suscitent l'immigration dans la société capitaliste vient du fait que le capitaliste cherche systématiquement la main-d'oeuvre la moins "chère" possible. Paul Lafargue, dans un texte sur la durée journalière du travail, écrit (c'est nous qui soulignons) [7] :

> Les philanthropes, ces jésuites laïques vantent les bienfaits de l'industrie moderne : "*l'atelier mécanique, disent-ils avec attendrissement,* ***a donné du travail à la femme, aux enfants; tous ont pu concourir à augmenter le bien-être de la famille ouvrière***." **Le travail de la femme et des enfants n'a concouru qu'à diminuer le salaire des hommes et à engendrer la misère de la famille ouvrière.**
>
> Avant le développement de l'industrie mécanique, la femme demeurait avec ses filles auprès du foyer familial, les garçons ne commençaient à travailler qu'à 13 ou 14 ans, quand ils entraient en apprentissage; le salaire de l'homme devait à lui seul subvenir aux besoins de la famille. Mais dès que, grâce aux machines et à la division du travail, les patrons purent attirer dans l'atelier la femme et les enfants soustraits jusque-là à l'exploitation capitaliste, ils diminuèrent les salaires de l'homme de toute la valeur des salaires que reçoivent la femme et les enfants. Ce fut là un des premiers bienfaits de la philanthropie capitaliste. Non seulement le travail social de la femme et des enfants permit aux patrons de réduire le salaire de l'homme de toute la part qui correspondait à leur entretien, mais il introduisit dans la famille ouvrière une coutume barbare qui n'avait existé dans aucune société précédente : **la concurrence entre le père, la mère et les enfants, à qui s'arracherait le pain de la bouche**; la femme et les enfants ont été employés par les patrons pour abaisser à son minimum le salaire des hommes; parfois même les hommes ont été chassés de l'atelier, et pour vivre ont dû se reposer sur le salaire de la femme et des enfants. Voilà un des couronnements de la belle philanthropie capitaliste. […]
>
> Par conséquent, le grand intérêt de la classe ouvrière, tant que la société capitaliste sera debout, est de réduire autant que possible cette armée de réserve du capital et pour cela il n'y a que deux moyens : l'émigration et la limitation légale de la journée de travail. L'émigration, qui est un moyen si puissant en Angleterre, doit être mise de côté, les Français n'émigrant que forcés. Reste donc la limitation légale.

Le cas de figure traité par Lafargue est frappant. Car la logique de faire travailler les femmes et les enfants, c'est la même que celle de l'appel à la main-d'oeuvre d'autres régions ou pays. Aux débuts de développement du capitalisme dans le cadre national, les migrations se produisaient des villages vers les grandes villes industrielles. Tout en constituant une réponse à la pénurie de main-d'oeuvre, ce phénomène, par la concurrence entre les travailleurs, entraine la baisse des salaires.

1896, émigrants italiens à la gare de Saint-Lazare

Affiche italienne de 1949 invitant les mineurs italiens à aller travailler en France

Le point crucial dans l'argumentation, c'est la désignation de la cible véritable que doit viser la dénonciation et la recherche du remède. Les coupables ne sont pas "le père, la mère" - qui sont au contraire eux-mêmes les victimes parce qu'"employés par les patrons pour abaisser à son minimum le salaire des hommes". Or de façon similaire, une vision répandue accuse les immigrés. Certes, jugé d'un point de vue borné, c'est la présence des immigrés qui a pour effet l'abaissement du niveau de salaire. Mais à son tour cette présence est causée par les capitalistes, par le capitalisme comme système. La main-d'oeuvre rémunérée par un salaire de misère a toujours été le rêve idéal du capitaliste, puisque le travail salarié mis au service des moyens de production capitalistes - l'exploitation de l'homme par l'homme - constitue la source de la plus-value. C'est parce que les travailleurs français et les travailleurs immigrés subissent cette même exploitation, qu'ils ont les intérêts en commun. (Voir à ce sujet des réflexions de Maurice Thorez[8]). Et c'est parce que le développement du capitalisme est un processus anarchique, qu'il n'y aura jamais sur la base de ce système une stabilité durable qui pourrait "arranger" les choses en faveur des travailleurs.

Pour masquer son propre but fondamental, la bourgeoisie essaie toujours de présenter ses intérêts comme l'intérêt de tout le monde. Elle lance des slogans en ce sens : l'intérêt national, le patriotisme… Mais si on se limite à dénoncer le racisme, le fascisme, on va à côté de l'essentiel. Pour analyser correctement les idées et orientations réactionnaires, il faut en premier lieu comprendre qu'elles sont rattachées à une classe sociale : la bourgeoisie.

La bourgeoisie est une classe - classe exploiteuse - opposée à la classe ouvrière - classe exploitée. Mais la bourgeoisie n'est pas un ensemble homogène, en son sein des intérêts différenciés existent. C'est surtout depuis l'avènement du stade monopoliste, impérialiste, du capitalisme que les conflits peuvent prendre de l'ampleur. Une partie de la bourgeoisie, pour défendre les intérêts particuliers d'une fraction, d'un groupe, mais de toute façon globalement à long terme pour maintenir le capitalisme, peut accaparer le pouvoir, quitte à en écarter d'autres fractions. Cela peut signifier la voie du racisme, de la xénophobie, du nationalisme, jusqu'à l'instauration d'un régime de type fasciste. Du point de vue de la bourgeoisie, du capital, il s'agit d'alternatives circonstancielles, applicables selon des critères pragmatiques. Quand la bourgeoisie a recours à la propagande raciste et utilise les immigrés comme bouc émissaire, elle sait néanmoins que la crise du capitalisme ne vient pas des immigres. Mais elle emploie toutes sortes d'arguments, si tordus qu'ils soient, du moment qu'ils servent à manipuler l'opinion "publique". Et elle n'a pas peur de tenir des propos incongrus. D'un côté elle peut accuser les immigrés de "manger le pain des Français", de l'autre côté elle justifie les "délocalisations" par le niveau de salaire "trop élevé" en France. Même en supposant que les travailleurs français acceptent consciemment une baisse de leurs salaires, ils ne "sauveront" pas pour autant leur emploi. Le pouvoir est détenu par la bourgeoisie, ce sont les dirigeants des groupes multinationaux qui sont en position de prendre à tout moment des décisions concernant les investissements. Et même eux ne peuvent pas modeler la réalité objective à leur guise. L'économie ne fonctionne pas comme un jeu virtuel sur ordinateur. Les rapports de production capitalistes sont régis par des mécanismes intrinsèques, le développement du capitalisme à l'échelle mondiale est traversé par des inégalités, la concentration de capitaux, la concurrence sauvage. Cela ne laisse pas une liberté de choix sans entrave, y compris pour le capitaliste.

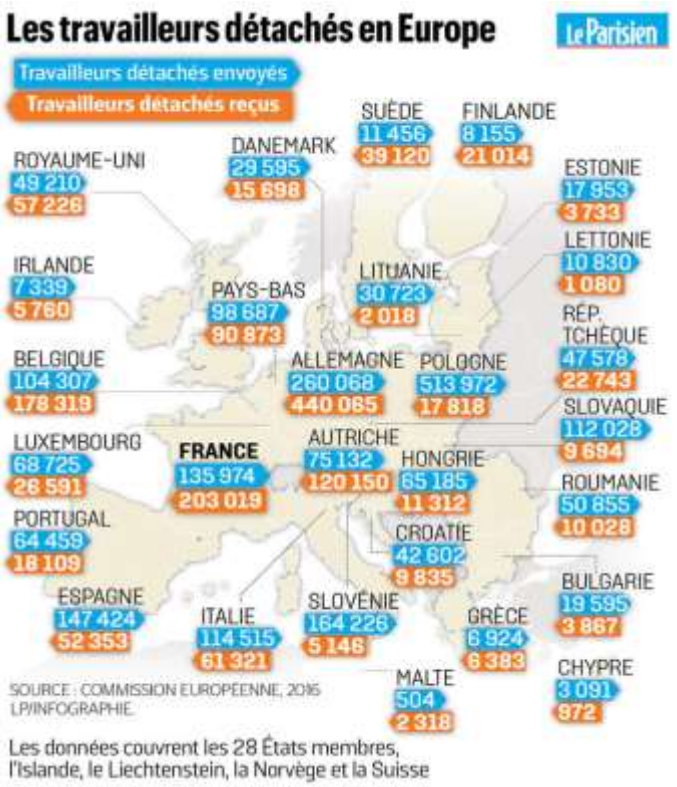
Par nature, aucune fraction de la bourgeoisie - même celles qui ne jurent que par la "démocratie", l'action "humanitaire", etc. - n'abandonne l'exploitation de l'homme par l'homme, ni la propriété privée des moyens de production, ni la concentration de capitaux dans les mains d'une petite minorité.

Au-delà de la diffusion d'idées trompeuses en direction des travailleurs, la bourgeoisie, par sa

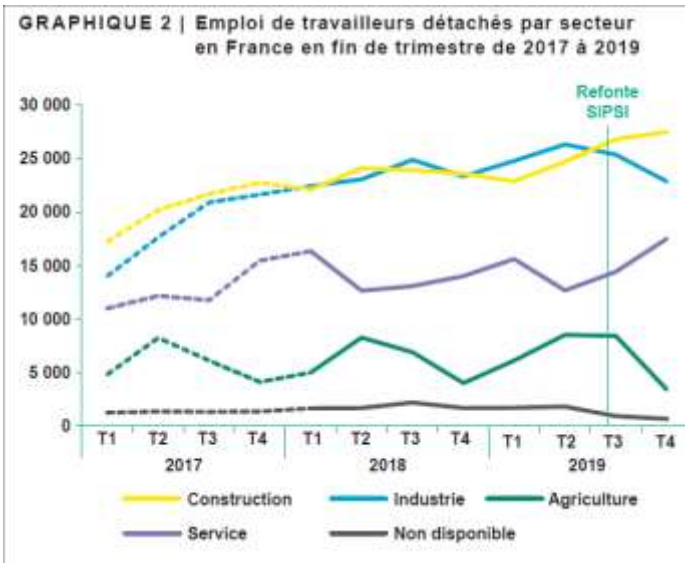
propagande, se rattache aussi une base sociale ancrée dans la société par des statuts particuliers : la petite bourgeoisie, une grande partie des fonctionnaires, parmi lesquels la police, l'armée et les cadres de niveau élevé occupent une place importante, et aussi - il faut bien le dire - certaines couches parmi les travailleurs.

La concurrence parmi les travailleurs pour vendre leur force du travail, et l'immigration

Nous sommes opposés à l'émigration forcée, mais cela n'est pas en contradiction avec l'action de défense des travailleurs immigrés. Défendre l'unité de classe parmi les ouvriers ainsi que l'égalité entre les travailleurs salariés, c'est un élément essentiel dans la lutte contre le capitalisme. Sans cette unité de classe, aucune victoire n'est possible. Objectivement la situation des immigrés, dépourvus de droits, les oblige à accepter n'importe quelles conditions de travail. Une personne sans papiers ou qui n'a pas obtenu la carte de séjour, se trouve dans l'incertitude totale sur ce qui peut lui arriver. C'est un moyen en premier lieu pour casser toute velléité de résistance, deuxièmement pour faire accepter un salaire bas et des mauvaises conditions de travail, et troisièmement pour tromper une partie de la classe ouvrière sur la cause des problèmes subis.



Cependant on doit préciser que la "libre circulation" est une revendication de la bourgeoisie. La logique des choses fait que les déplacements des forces de travail ne résultent pas d'un choix personnel. C'est un choix forcé par les conditions **économiques (ce qui est le facteur essentiel)**, sociales et politiques. Dernièrement le statut des salariés détachés a été introduit au niveau de l'Europe, notamment en France. Ces lois sont faites pour se conformer aux intérêts collectifs de la grande bourgeoisie européenne. Le recrutement par voie de sous-traitance permet de tirer les salaires et les conditions de travail vers le bas, et de casser les dispositions favorables pour la classe ouvrière qui ont été obtenues auparavant, par la lutte. Le résultat, c'est que la bourgeoisie augmente ses profits, et peut utiliser en même temps la concurrence entre les travailleurs pour diviser la classe.



Dans notre journal *La Voix des Communistes*, on trouve dans deux numéros des articles sur la question de la libre circulation. Un article de 2018 [9], l'autre de 2009 [10]. Le premier nous engage directement en tant que ROCML, le deuxième est un tract d'une association d'immigrés. Vu que les deux articles ont été publiés par notre journal, nous sommes responsables de ce qui a été écrit. En 2018 :

> Pour régler le "problème de l'immigration", il faut mettre fin au capitalisme. Dans la société capitaliste, les marxistes-léninistes défendent la libre circulation. Tout immigré doit pouvoir se déplacer librement et avoir les mêmes droits que les populations des pays d'accueil. Ils défendent le principe du travail égal salaire égal aussi dans le cas de l'immigration. Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes quelle que soit la nationalité. Les travailleurs immigrés doivent s'organiser au sein des organisations de classe du

> pays : association, syndicat et parti politique. Pour cette raison, nous luttons contre toute sorte de racisme, de chauvinisme et de communautarisme. **Libre circulation pour tous les travailleurs!**

Dans ce paragraphe, la première phrase est juste : **"Pour régler le "problème de l'immigration", il faut mettre fin au capitalisme"**, mais la suite contient des éléments contradictoires. Défendre les droits des immigrés sur le sol du pays, défendre l'égalité entre les travailleurs salaries, cela n'a rien à voir avec la libre circulation sur le plan international. Notre texte crée une confusion sur cet aspect. Les capitalistes organisent le cheminement de la main-d'oeuvre selon leurs intérêts. Nous sommes pour les droits de travailleurs immigrés, mais nous ne sommes pas favorables aux déplacements forcés massifs des immigrés tels qu'ils résultent des crises économiques du capitalisme, des guerres, des régimes dictatoriaux.

Pour autant qu'il s'agit du déracinement des personnes qui quittent leur environnement d'origine, le discours sur la libre circulation masque aussi bien la nature de l'immigration en tant que résultat objectif du contexte économique, que la responsabilité active du capitalisme. Mais à partir du moment où les immigrés arrivent sur un nouveau sol (comme les paysans ont quitté leur "pays" pour migrer vers une autre région sans sortir des frontières), ils sont membres du prolétariat dans le pays où ils se trouvent. Ils sont donc intégrés de fait dans la lutte de classe impliquant comme objectif la défense de l'unité des travailleurs, de leur égalité dans le travail.

En distinguant clairement ce double aspect des migrations, on voit qu'il est tout à fait cohérent de rejeter l'idée de la libre circulation et d'assumer la nécessaire action en faveur des intérêts de la classe ouvrière dans le pays d'immigration.

La nécessité d'organisation pour les travailleurs, et la place des immigrés à cet égard

Lénine[11] :

> La bourgeoisie cherche à diviser en excitant les ouvriers d'une nation contre ceux d'une autre. Les ouvriers conscients, comprenant qu'il est inévitable et progressif que le capitalisme brise toutes les cloisons nationales, s'efforcent d'aider à éclairer et à organiser leurs camarades des pays arriérés.

Les travailleurs constituent objectivement une classe, mais pour jouer le rôle qui leur correspond, ils doivent prendre conscience de ce fait, et devenir une classe pour soi. Cela nécessite la mise en oeuvre d'une unité d'action sur des bases idéologiques et politiques portées par une organisation capable d'assurer la continuité du processus. Sans l'unité de la classe ouvrière, aucune victoire ne peut être obtenue durablement. C'est une des raisons pourquoi la bourgeoisie à tout prix cherche à appliquer la politique du "diviser pour mieux régner". Cependant, dans la pratique elle peut interpréter ce précepte de diverses manières, selon l'aspect concerné : appartenance ethnique, opinion politique-syndicale, etc. Certes, le constat général que le capitalisme "brise toutes les cloisons nationales" est exact, mais l'approche concrète varie en fonction de la position de telle ou telle fraction de la bourgeoisie. La "libre circulation" des travailleurs n'intéresse pas forcement tous les capitalistes, à tout moment. Si certains sont exposés à un besoin fort de main-d'oeuvre et n'en trouvent pas suffisamment à l'intérieur des frontières, ils choisissent éventuellement une politique admettant l'immigration comme remède, et s'appuient à cette fin sur des médiateurs auxiliaires qu'ils trouvent chez les réformistes, les syndicalistes "maison", et autres. D'un autre point de vue, le souci des capitalistes de masquer leur responsabilité en rapport avec les crises économiques dans société capitaliste, les amène à montrer du doigt les immigrés et à les traiter de manière ouvertement hostile.

Nous, marxistes-léninistes, défendons l'unité de classe des travailleurs, face aux facteurs de division quels qu'ils soient. Ainsi parmi les cibles évidentes figurent le chauvinisme, le racisme, propagés par la classe dominante, ce en quoi elle cherche à bénéficier d'une politique de l'État allant dans ce sens. Et nous avons aussi pour objectif d'éliminer l'esprit et la pratique communautaires (rattachés à des affinités liées à l'origine géographique ou ethnique, à la religion), qui brisent l'unité de la classe ouvrière par d'autres biais. Motivés par les raisonnements exposés, nous exhortons tous les travailleurs immigrés : "Unissez-vous en tant que travailleurs, avec l'ensemble des travailleurs présents dans le pays de séjour!", c'est-à-dire concrètement pour notre cas, les travailleurs français et immigrés.

Les intérêts de la classe ouvrière se situent à la fois sur le plan politique et celui syndical, les deux étant indissociables. La situation des travailleurs immigrés peut impliquer des revendications partielles spécifiques,

mais pour autant qu'elles sont des revendications justes, elles doivent être assumées en tant que revendications de la classe toute entière. C'est un prérequis pour surmonter la division de la classe ouvrière, indispensable pour la défense de l'intérêt général de la classe.

La situation actuelle des immigrés en France fait qu'ils ne disposent pas du droit de vote, que dans la pratique ils ne peuvent pas participer à la vie politique. Il faut agir afin de leur faciliter l'accès à tous les droits de citoyens, y compris l'obtention de la nationalité. En effet, notre demande vise le traitement égal pour tous les travailleurs à tous les égards. L'action en faveur de cet objectif contribuera à donner confiance à l'ensemble de la classe ouvrière et à éliminer les préjugés qui constituent des barrières entre travailleurs.

Au sujet de certaines revendications spécifiques des travailleurs immigrés, l'action et l'organisation peut être mise en oeuvre au moyen d'associations ou de commissions syndicales (qui s'occupent des questions de langue, de droit et démarches politiques, etc.) Toutefois ces formes d'organisation doivent être gérées par l'organisation politique de la classe ouvrière (le parti communiste). Autrement, ces organisations deviennent des structures de rassemblement à périmètre restreint, dissociées les unes des autres, ce qui - à l'encontre du but recherché - ne ferait qu'accentuer l'éparpillement, la division de fait.

Notes

1. K. Marx : "Forced Emigration", *New York Daily Tribune*, 4 mars 1853.
Source : Marx Engels On Britain; Progress Publishers, 1953.
https://www.marxists.org/archive/marx/works/1853/03/04.htm
2. V. I. Lénine : Le capitalisme et l'immigration des ouvriers; Oeuvres, Tome 19.
http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/05/Lenine_Le-capitalisme-et-l-immigration-des-ouvriers.pdf
3. *La Voix des Communistes*, no 4, janvier 2011, p. 7-9.
http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/09/VdC_2011-01_04.pdf
4. K. Marx : "Forced Emigration", *op. cit.*
5. Lénine : Le capitalisme et l'immigration des ouvriers, *op. cit.*
6. *La Voix des Communistes*, *op. cit.*, p. 10-14.
7. Paul Lafargue : La journée légale de travail réduite à huit heures (1882).
https://www.marxists.org/francais/lafargue/works/1882/02/lafargue_18820226.htm
8. Maurice Thorez, Rapport à la 11e Assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste (mai 1931).
Source : Oeuvres, Livre 2e, Tome 1er (1930-Juin 1931); Paris, Éditions sociales, 1950.

> Je ferai maintenant un court examen du travail de notre Parti. On se rappelle notre brève analyse du début de l'impérialisme français, sa triple source de surprofits (colonies, peuple allemand et main-d'oeuvre étrangère en France). […] Sur le prolétariat français on peut dire que c'est le profit ordinaire. Mais la main-d'oeuvre étrangère, c'est un surprofit pour le capitalisme français et il y a ici possibilité complémentaire de corruption d'une couche de la classe ouvrière, il y a ici la base pour le développement des illusions réformistes, la base d'une organisation réformiste.

9. "Si on ne veut pas accueillir toute la misère du monde, cessons d'en piller les richesses!"
La Voix des Communistes, no 24, septembre 2018, p. 31-32.
http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/09/VdC_2018-09_24.pdf
10. Communiqué de l'ACTIT : "La lutte des travailleurs sans papiers doit devenir la lutte du prolétariat de France".
La Voix des Communistes, no 1, septembre 2009, p. 14-15.
http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/09/VdC_2009-09_01.pdf
11. V. I. Lénine : Le capitalisme et l'immigration des ouvriers, *op. cit.*

Lectures complémentaires

- M. Z. : La crise économique en France et le travail des émigrés (*L'Internationale syndicale rouge*, no 1-2, aout 1934)
  http://rocml.org/wp-content/uploads/2022/03/M_Z_La_crise_economique_en_France_et_le_travail_des_emigres.pdf
- L'armée industrielle de réserve (Extrait du Manuel d'économie politique d'URSS)
  http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/05/URSS_Academie_des_sciences_Manuel-d-economie-politique_extrait.pdf

La signification économique de l'écologie dans la restructuration de l'impérialisme mondial

Dans un précédent article nous avions analysé la signification politique de l'écologie, la position des différents courants de la bourgeoisie et du réformisme sur la question[1]. Cette fois-ci nous nous concentrerons plus spécialement sur l'aspect économique de l'écologie dans la restructuration en cours de l'économie capitaliste mondiale en général, et avant tout au sein des grandes puissances impérialistes. Le but de cet article est de mettre à jour les contradictions qui existent entre le développement du système capitaliste et son prétendu "verdissement", afin de mettre à mal certaines idées et analyses erronées sur le sujet qui circulent dans le mouvement ouvrier mais aussi chez les communistes, et qui exercent une influence néfaste.

En effet de nombreux idéologues du réformisme, de l'altermondialisme etc. propagent des conceptions idéalistes sur les questions d'écologie, plus particulièrement en ce qui concerne le réchauffement climatique. Les concepts de "décroissance", ou encore de "capitalisme vert" avec toutes les nuances existant entre les deux, parasitent la juste compréhension du problème actuel. De plus, si, il y a encore 20 ou 30 ans, être "écologiste" était l'apanage de la gauche réformiste, et allait de pair avec une certaine critique du capitalisme, aujourd'hui l'ensemble des forces politiques bourgeoises se sont emparées du sujet et en font même parfois le coeur de leur programme. Il n'y a pas si longtemps, être "écologiste", lutter contre le réchauffement climatique, pour le recyclage etc., c'était un truc de "gauchistes" vivant plus ou moins à la marge du "système". Et voilà qu'aujourd'hui les grands monopoles qui depuis leur création exploitent sans vergogne les ressources humaines et naturelles de la planète, ainsi que les États grands pollueurs de la planète (les deux sont liés) font pour ainsi dire pénitence. Ils se targuent d'être engagés dans la voie des énergies renouvelables, de lutter contre la pollution sous toutes ses formes, ils signent des engagements internationaux sur la baisse des émissions de gaz à effets de serre etc. En même temps que la question écologique devient de plus en plus pressante, la question de sa compréhension et des manières de la résoudre se complexifie.

"Ce n'est pas parce que le changement climatique et la destruction des ressources de notre planète sont une réalité dangereuse pour l'humanité qu'il faut abandonner le raisonnement scientifique à la lumière du marxisme-léninisme", disions-nous dans notre précédent article sur le sujet de l'écologie. C'est sur cette base que nous avions entrepris la critique des positions politiques des principaux courants libéraux et réformistes bourgeois en matière d'écologie. C'est sur cette même base que nous allons maintenant tâcher d'analyser les fondements économiques de ces conceptions et de comprendre pourquoi la bourgeoisie et les capitalistes des principales puissances impérialistes se lancent dans ce qu'ils appellent eux-mêmes la "transition écologique". L'illusion d'un capitalisme "vert", "écoresponsable", "vertueux", aussi folle qu'elle puisse paraitre a fait depuis quelques années son chemin dans certaines couches de la population des principaux pays capitalistes/impérialistes - non seulement auprès des masses mais aussi auprès de nombreux militants "écologistes". Le récent "verdissement" des entreprises, la propagande à tout-va dans les médias pour les voitures électriques, les éoliennes, la diminution des gaz à effet de serre et l'engagement des États à des investissements toujours plus grands vers la "transition énergétique" et une économie "décarbonée" - tout ce remue-ménage amène certains à s'imaginer que le capitalisme pourrait amener la solution. La réponse est bien sûr : non.

La compréhension claire des contradictions du capitalisme est un préalable pour discerner en quoi, par

essence, ce mode production dans lequel nous vivons ne peut surmonter le réchauffement climatique et la destruction de la nature, pas plus qu'il ne saurait faire disparaitre l'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Il faut comprendre que **le premier but du mode de production capitaliste est la recherche du profit maximal**, sans cesse croissant. Que **le profit provient en premier lieu de l'exploitation sauvage des prolétaires et des ressources naturelles par les capitalistes** propriétaires de la terre et des moyens de production. Qu'en vertu de **la contradiction fondamentale du capitalisme à savoir l'opposition entre le caractère social du travail et la propriété privée des moyens de productions**, tout le profit produit par le travail commun de millions, de milliards d'hommes agissant sur la nature est accaparé par quelques-uns au détriment de l'immense majorité. Le développement du capitalisme a historiquement constitué un immense progrès en détruisant les vestiges du féodalisme et de l'économie de subsistance, il a permis une croissance jamais vue des forces productives de l'humanité. Cependant, en même temps que les forces productives, **se développaient les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste**, et s'aiguisent de plus en plus. Aujourd'hui et cela depuis le début du 20e siècle le capitalisme est entrée dans **le stade final de son évolution à savoir l'impérialisme, où les monopoles transnationaux des principaux pays impérialistes dominent tous les aspects de l'économie mondiale**.

Mai 2022 : Au Brésil, pluies diluviennes dans l'État du Pernambouc. "Il s'agit d'une dynamique naturelle du climat, qui n'est pas particulièrement amplifiée par le changement climatique selon nos relevés. En revanche, la destruction de l'environnement, l'urbanisation sauvage et l'augmentation de la population ne permettent plus d'absorber l'impact du climat. En résumé, le problème n'est pas dans le ciel, mais bien à la surface de la terre", estime le climatologue Carlos Jardim, professeur à l'Institut des géosciences de l'Université fédérale du Minas Gerais.

La restructuration actuelle du capitalisme est tout sauf un verdissement; elle est une réponse à la crise actuelle que traversent le capitalisme mondial et plus particulièrement l'impérialisme. Alors que la lutte pour le repartage des sphères d'influences des principaux pays impérialistes s'accentue au niveau mondial (la guerre menée actuellement par la Russie en Ukraine est un exemple révélateur parmi d'autres), une des questions au coeur de cette lutte est celle de l'énergie. En effet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et avec les luttes de libération nationale qui ont abouti à une décolonisation partielle, les pays impérialistes - notamment les anciennes puissances coloniales qu'étaient la France et l'Angleterre - ont perdu la mainmise directe sur leurs accès aux sources d'énergie, dont le pétrole.

Origines et première phase de la restructuration

Le choc pétrolier de 1973, issu en grande partie de l'embargo organisé par les pays de l'OPEP, est le premier exemple de l'immense dépendance de l'impérialisme au pétrole d'une part, et d'autre part de la fragilité relative de sa domination sur les pays producteurs et donc sur son approvisionnement. Cet évènement loin d'être anodin a été le point de départ d'un changement de stratégie de l'impérialisme afin de maintenir pleine et entière sa domination. Les premières modifications dans la politique énergétique de l'impérialisme ont eu lieu à partir de la décennie 1970, à l'époque sans lien direct avec le réchauffement climatique ou la pollution industrielle, bien que ces sujets commençaient déjà à apparaitre sur le plan scientifique et politique. À cette époque l'aspect écologique de la politique énergétique des États impérialistes restait quelque chose de secondaire, voire totalement absent du discours politique de la bourgeoisie. Ce qui compte c'est l'indépendance "nationale" dans le domaine des énergies. Conjointement, la perspective de l'épuisement des ressources naturelles au premier rang desquelles se trouvent les énergies fossiles a aussi été un élément déterminant.

À titre d'exemple le recours aux centrales nucléaires, commencé dans les années 1970, constitue une réponse concrète à la dépendance de la France à l'importation de pétrole étranger. Un grand nombre d'États d'Europe de l'ouest dans la même situation allaient se tourner eux aussi vers des politiques énergétiques nouvelles, à l'instar de la RFA qui panachera les sources d'énergie

nécessaires à sa production d'électricité entre charbon, gaz naturel et nucléaire. C'est à la même époque que les USA, premier producteur de pétrole mondial mais dont les réserves se tarissaient, se lanceront dans des recherches pour exploiter les schistes bitumineux. Parallèlement à cela un grand nombre de mesures visant à réduire la consommation de pétrole seront prises à tous les niveaux de l'économie par les pays impérialistes. C'est le cas de la réduction de la consommation en carburant pour les moteurs thermiques dans l'industrie automobile et dans les transports routiers, secteurs qui restaient complètement dépendants du pétrole. Notons tout de même que cette réorientation de la politique énergétique des puissances impérialistes n'a nullement induit une baisse générale de la consommation de pétrole au niveau mondial. Les effets dans ce sens se sont principalement fait sentir dans le cadre des pays impliqués. Par conséquent ces mesures d'envergure prises dans les pays les plus pollueurs de la planète n'ont eu aucune conséquence positive globale en matière d'environnement. Un grand nombre de transitions ou d'évolutions sont freinées par la puissance de monopoles représentant des pans entiers de l'économie nationale voir internationale et qui, contrairement à certains autres, n'ont pas d'intérêt immédiat à cette restructuration.

La phase actuelle de la restructuration et le rôle du facteur écologique

Depuis près de trente ans les préoccupations en matière d'écologie ont pris une place de plus en plus importante dans la sphère politique, notamment sous l'influence des recherches scientifiques internationales ayant démontré l'existence d'un réchauffement climatique en cours et le rôle de l'activité de l'Homme dans ce dernier. Aussi les conséquences de ce réchauffement étant de plus en plus visibles et dommageables, de manière objective et dans son propre intérêt la bourgeoisie au pouvoir ne pouvait plus feindre d'ignorer cette réalité. L'argument "écologique" de la préservation du climat est donc petit à petit devenu l'argument principal d'un développement plus avancé de la politique énergétique de l'impérialisme. Voilà pourquoi les principaux monopoles et les forces politiques de la bourgeoisie impérialiste s'en sont emparés activement depuis près de dix ans, les plus gros pollueurs et destructeurs de la nature sont devenus (en paroles) ses principaux défenseurs. Il faut dire qu'en Occident, plus particulièrement au sein de l'UE, l'argument écologique est un élément important des politiques économiques, l'ensemble des secteurs de l'économie étant soumis à un nombre sans cesse plus élevé de normes environnementales elles-mêmes toujours plus sévères. Mais en dehors de leurs effets "écologiques" réels ou supposés celles-ci revêtent avant tout un caractère économique large, qui répond aux intérêts des gros capitalistes. Autrement dit la "transition écologique" en cours doit avant tout servir les intérêts des forces impérialistes en concurrence, renforcer les positions des uns vis-à-vis des autres dans la lutte pour le repartage des sphères d'influences au niveau mondial. Sur le site officiel de l'UE on peut lire en présentation de la rubrique "Environnement" que : "la croissance verte est au coeur des politiques de l'UE, afin de garantir que la croissance économique de l'Europe soit durable d'un point de vue environnemental". La notion de "croissance verte" ou encore celle de "capitalisme vert" sont - malgré l'antagonisme entre les deux termes - un élément de langage du capitalisme qui voudrait faire croire que l'on peut concilier le développement du capitalisme avec la protection de l'environnement et du climat. L'UE se félicite même d'être un exemple mondial dans ce domaine : "Les citoyens européens bénéficient de normes environnementales parmi les plus strictes du monde." Mais que signifient réellement d'un point de vue économique ces "normes environnementales" tant vantées par les autorités européennes? Est-ce la preuve que le capitalisme peut être régulé dans "l'intérêt commun de l'humanité"? La question est si large et les facteurs si multiples qu'il nous est impossible dans le présent article d'en donner une vue d'ensemble au niveau mondial. Aussi dans le but d'éclaircir malgré tout notre raisonnement nous choisirons d'étudier un cas particulier qui nous semble suffisamment représentatif des mécanismes à l'oeuvre dans la restructuration actuelle de l'économie de l'impérialisme : l'industrie automobile de l'Union Européenne. Le choix de l'industrie automobile est motivé par le fait que c'est une industrie largement mondialisée, dont la production influe sur un grand nombre d'autres secteurs (métallurgie, informatique, ingénierie etc.) et qu'elle fait notoirement partie de celles qui sont les plus concernées par la "transition écologique" à cause de la part importante que la circulation automobile constitue dans l'émission de gaz à effets de serres. Le choix de l'UE repose sur le fait qu'en tant que bloc impérialiste à part entière elle constitue un ensemble pour lequel les ambitions "écologiques" et l'influence de l'écologie politique revêtent une envergure de premier ordre.

En avril 2019 a été adopté par le Parlement européen et le Conseil de l'UE un règlement concernant les voitures particulières neuves et les véhicules utilitaires légers neufs[2]. Les buts officiellement recherchés sont formulés comme suit :

> Le présent règlement ouvre un chemin clair pour les réductions des émissions de CO2 du secteur du transport routier et contribue à la réalisation de l'objectif contraignant d'une réduction d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union pour l'ensemble de l'économie d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990, tel qu'il a été adopté dans les conclusions du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014 et approuvé, en tant que contribution prévue déterminée au niveau national de l'Union dans le cadre de l'accord de Paris, lors de la réunion du Conseil Environnement du 6 mars 2015.

Mais aussi :

> Une transition réussie vers une mobilité à émission nulle nécessite une démarche coordonnée et un environnement propre à stimuler l'innovation et à préserver la primauté technologique de l'Union dans ce secteur. Cela passe notamment par des investissements publics et privés dans la recherche et l'innovation, l'augmentation de l'offre de véhicules à émission nulle et à faibles émissions, la mise en place d'une infrastructure de recharge et de ravitaillement en carburant, l'intégration dans les systèmes énergétiques, ainsi que l'approvisionnement durable en matériaux et la production durable, le réemploi et le recyclage des batteries en Europe. Les mesures prises en ce sens doivent être cohérentes au niveau de l'Union, ainsi qu'aux niveaux national, régional et local.

On constate à la lecture de ces lignes qu'il existe une forte pression règlementaire de l'UE, qui ne s'exerce cependant pas directement sur la production industrielle automobile en tant que telle mais de manière indirecte en limitant l'accès au marché européen au moyen de mesures concernant les véhicules et donc les constructeurs - qui doivent être capables de répondre à ces contraintes normatives. Par une règlementation se voulant être protectrice du climat, l'UE applique économiquement parlant un "protectionnisme vert" par le biais de ses normes environnementales. Dans les faits les décisions appliquées par l'UE restreignent l'accès au marché automobile européen à la concurrence internationale, notamment des constructeurs chinois mais aussi indiens et dans une moindre mesure russes, qui produisent désormais d'énormes volumes de véhicules de bonne qualité à des prix défiant les concurrents. En l'absence de ces prescriptions environnementales (et dans une moindre mesure des exigences de sécurité qui jouent le même rôle) le marché européen serait ouvert à une grande quantité de véhicules bon marché, bien plus accessibles aux larges masses paupérisées d'Europe pour qui acheter une voiture neuve vendue par les marques bien connues Volkswagen, Renault, Stellantis (groupe réunissant depuis janvier 2021 PSA Peugeot-Citroën et Fiat-Chrysler) est devenu quasiment impossible. Cette perspective suscite des craintes parmi les monopoles de l'industrie automobile européenne, surtout allemands et français, qui perdraient une énorme part du marché automobile européen lequel constitue leur source historique de bénéfices.

Parallèlement à cela un grand nombre de normes s'appliquent aux véhicules anciens, notamment par le biais du contrôle technique automobile et des nouvelles ZFE (zones à faibles émissions) qui ont pour but de forcer les travailleurs les plus modestes à mettre au rebut des véhicules fonctionnels mais jugés dangereux ou surtout depuis quelques années polluants. L'objectif affiché là aussi est de limiter les émissions de gaz à effets de serres afin de contenir le réchauffement climatique, et de limiter les concentrations de polluants dans l'air dans un souci de santé publique. Évidemment en lui-même le but est noble, mais pourquoi ne pas développer par exemple un large réseau de transports collectifs efficaces et peu polluants dans les villes, ce qui aurait l'avantage - outre la réduction de la pollution de l'air - de réduire le trafic automobile et de fluidifier la circulation urbaine et périurbaine? Tout simplement parce que le capitalisme reste le capitalisme et que malgré les trésors d'hypocrisie dont il sait faire preuve, l'intérêt principal est ailleurs que dans les simples promesses "écologiques" de ce genre de mesures. Le marché automobile européen peine à se renouveler, les ventes de véhicules neufs ne cessent de diminuer depuis des années et le secteur se retrouve en crise. L'industrie automobile tourne au ralenti et cela sans compter les récentes difficultés d'approvisionnement de certains composants électroniques nécessaires à la fabrication des nouveaux modèles. Avec des normes sans cesse plus contraignantes excluant du marché automobile européen toujours plus de véhicules anciens en circulation, la règlementations environnementale

appliquée dans les pays de l'UE stimule la vente de véhicules neufs et de ce fait joue le jeu des grands monopoles de l'industrie automobile en dopant leurs chiffres d'affaires. Lorsque la norme est inapplicable, notamment quand la paupérisation des masses travailleuses leur rend tout simplement impossible l'achat d'un véhicule neuf, les États subventionnent à coup d'argent publique l'industrie automobile sous forme de primes allouées aux acheteurs. "Prime à la casse", "prime à la conversion" etc. sont autant de mesures qui, sous couvert de permettre aux travailleurs et aux couches les plus pauvres de la population d'accéder à un véhicule neuf et "écologique", profitent aux capitalistes. L'argent de ces primes dont l'État capitaliste veut faire croire qu'il est un cadeau fait aux travailleurs dans l'intérêt commun, contre le réchauffement climatique et autres calamités, ne fait en réalité que transiter vers le vendeur : l'industrie automobile. Le cadeau n'est donc pas un cadeau fait au travailleur mais bien au capitaliste.

Carlos Tavares, président de PSA, au salon de l'automobile de Francfort le 12 septembre 2017 :

"Je ne voudrais pas que dans 30 ans on ait découvert, les uns ou les autres, quelque chose qui n'est pas aussi beau que ça en a l'air, sur le recyclage des batteries, sur l'utilisation des matières premières rares de la planète, sur je ne sais quelle émission électromagnétique de la batterie en situation de recharge."

Mais les normes et règlementations environnementales européennes dépassent le simple cadre de l'industrie automobile et doivent répondre à des enjeux économiques beaucoup plus larges visant à renforcer la position du bloc l'impérialiste européen à l'échelle internationale. Dans ce cadre certaines mesures rentrent en contradictions momentanées avec les intérêts immédiats de la filière automobile. La décision prise par la Commission européenne d'interdire à l'horizon 2035 la vente de véhicules thermiques au profit du tout électrique fait pousser des hauts cris aux représentants de l'industrie automobile européenne. L'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles) a déclaré à ce propos que tout simplement ce n'était "pas une solution rationnelle"[3]. Carlos Tavares, PDG de Stellantis, semble partager cet avis. Voici un commentaire à son égard[4] :

> Carlos Tavares est connu pour ses positions favorables au moteur thermique, dont il a toujours estimé qu'il y avait encore des marges de progrès pour baisser leur impact environnemental. Mais l'accélération spectaculaire du marché de la voiture électrique, sous la pression des autorités publiques, le pousse à être beaucoup plus ambitieux sur cette technologie. S'il est prêt à engager Stellantis dans l'électrification, il continue à s'interroger sur les conséquences économiques de ce mouvement. Il a d'ailleurs renvoyé la balle dans le camp du gouvernement quant à l'avenir du site historique de Douvrain qui fabrique encore des moteurs thermiques. "Ce n'est pas moi qui décide de la fin des moteurs thermiques", a-t-il répondu à une journaliste locale l'interrogeant sur l'avenir de l'usine.

Plus concrètement la filière s'inquiète surtout de la possible intrusion du "made in China" sur le marché européen[5] : "pour des raisons de normes environnementales, il était souvent trop couteux pour les constructeurs automobiles chinois de développer des moteurs thermiques homologués en Europe", cependant "avec l'électrique, non seulement l'obstacle des normes de pollution vole en éclat, mais c'est toute la chaine de valeur de l'automobile qu'il faut repenser, de la R&D jusqu'à l'entretien-réparation en passant par la production - autant dire qu'un boulevard s'ouvre pour de potentiels nouveaux entrants". Et ces aspects soulèvent un problème de taille : "de très nombreux constructeurs chinois ont accumulés des effets d'expérience hors norme par rapport à leurs homologues occidentaux, notamment dans la production de batteries, nerf de cette guerre de la mobilité électrique".

Septembre 2021, Congrès mondial des véhicules à énergies nouvelles à Haikou, en Chine.

Or, les dirigeants de l'UE voient plus loin et surtout plus large que les monopoles de l'industrie automobile. Le passage au tout électrique pour le secteur automobile couplé aux investissements dans les énergies "décarbonées" contribuera de réduire la dépendance de l'UE aux importations de pétrole et de gaz, en provenance de Russie, adversaire impérialiste, mais aussi du Moyen-Orient et d'Afrique où l'UE perd de son influence politique et militaire au profit d'autres puissances comme la Chine et la Russie, ce qui a pour conséquence de fragiliser la sureté de ses approvisionnements.

Mais cette perspective soulève aussitôt la question de la dépendance aux "terres rares" (qui sont des métaux) indispensables dans la production des produits technologiques modernes, y compris des voitures électriques. Après un point haut de la production de terres rares par la Chine en 2010 (95 % du total mondial), la production documentée de ce pays compte pour 60 % du total mondial en 2021 [6]. Le problème posé a déjà un début de réponse dans l'extrait cité plus haut du règlement de l'UE puisqu'il évoque "l'intégration dans les systèmes énergétiques, ainsi que l'approvisionnement durable en matériaux et la production durable, le réemploi et le recyclage des batteries en Europe". Avec cette transition énergétique, l'UE tente donc de contrecarrer certains facteurs défavorables concernant sa position dans l'arène de l'impérialisme mondial plus qu'elle ne lutte effectivement contre le réchauffement climatique et autres plaies infligées à la nature.

La perspective du recyclage ou, plus savamment, de l'économie circulaire, constitue un thème de prédilection des écologistes. Pour eux c'est un élément important en lien avec l'objectif de sortir de la "société de croissance", condamnable selon eux. Mais les capitalistes, eux aussi, envisagent assez sérieusement d'intégrer dans les processus de production la récupération d'éléments provenant d'objets mis au rebut. Cependant, si le souci des écologistes est de réduire la consommation de ressources non renouvelables et la quantité de déchets, la préoccupation des capitalistes est de garder la maitrise de l'approvisionnement en ressources - peu importe qu'elles soient renouvelables ou non, mais beaucoup importe qu'elles soient obtenues aux moindres frais. En ce qui concerne la croissance, pour les capitalistes ce terme est synonyme d'accumulation de capital par le biais des profits. De leur point de vue il ne peut donc nullement être question de décroissance, mais ils semblent voir l'avenir "circulaire" avec optimisme. La Commission européenne estime que les mesures en faveur de l'économie circulaire permettront d'augmenter le produit intérieur brut de l'Union européenne de 0,50 point par an d'ici à 2030 [7].

Au niveau international d'autres exemples de telles politiques sont tout aussi révélateurs des contradictions complexes et de l'hypocrisie éhontée sur ce sujet. Parallèlement à la concurrence interimpérialiste entre États et blocs régionaux au niveau mondial, est à l'oeuvre la compétition entre groupes industriels monopolistiques. C'est eux qui constituent l'élément fondamental, dominant, du système impérialiste mondial. Ils sont en concurrence entre eux, et l'interaction entre leur développement et la politique des États est complexe. Le cas de la Chine fournit un exemple.

La Chine, comme l'Union européenne, s'inscrit activement dans la restructuration de l'économie mondiale en relation avec les sources d'énergie. Ce qui se passe dans ce pays est symptomatique à divers égards.

On peut entre autre observer en quoi le "tout électrique" dans le domaine des voitures n'est pas automatiquement synonyme d'énergie "propre" : les voitures électriques fonctionnent avec des batteries, et celles-ci nécessitent d'être rechargées périodiquement. Or la production d'électricité en Chine dépend encore en bonne partie de centrales à charbon, fortement génératrices de CO2.

Globalement, les particularités de la Chine - pays de dimensions exceptionnelles, économie de "socialisme du marché" - font que l'anarchie des rapports de production capitalistes se manifeste de manière spécifique.

Selon des données de septembre 2021, en Chine existent quelque 846 sociétés fabricant des voitures, dont plus de 300 offrent des voitures électriques[8]. Durant l'année 2020, la capacité de production pour ce type de voitures a été augmentée de quelque 5 millions d'unités, tandis que le nombre d'unités effectivement vendues correspond seulement à environ un quart de cette quantité. Selon les autorités de régulation, presque la moitié de la capacité était inutilisée. Le groupe BYD (acronyme pour "Build Your Dreams") est considéré comme le fabricant le plus important. 57,1 % du capital de BYD est coté en bourse de Hongkong, le principal investisseur par ce biais est Berkshire Hathaway Inc. avec 20,5 %[9]. Berkshire Hathaway est une société

holding ayant de multiples filiales diversifiées et disposant d'un large portefeuille d'investissements; le groupe est dirigé par Warren Buffet.

Pour le secteur des voitures électriques en Chine, les faillites sont fréquentes[10]. Bordrin, fondée en 2016 par Huang Ximing, ancien cadre dirigeant de Ford, visait une production annuelle de 700.000 voitures dans trois usines. Mais la société a manqué de fonds et a été fermé avant même d'en produire un seul. L'usine de Nanjing de Yinlong New Energy Co. a été mise en marche en 2017 avec un investissement total prévu de 1,6 milliard de dollars. La production a été fixée à 30.000 véhicules utilitaires à énergie nouvelle, principalement des bus électriques, et il y avait également des plans de fabrication de batteries EV. La production devait démarrer en 2018 mais en 2019 l'usine s'est trouvée pratiquement abandonnée. Le groupe Evergrande est connu comme important acteur du secteur immobilier, mais a investi ces dernières années dans le tourisme, le numérique, l'assurance. Elle avait fondée en 2019 une filiale Evergrande New Energy Group[11]. Mais actuellement la marque ne commercialise toujours aucun véhicule et sa valeur boursière s'est rétrécie considérablement ces derniers mois, alors qu'Evergrande rencontrait de sérieux problèmes de trésorerie. Evergrande traine une dette estimée l'an dernier à 260 milliards d'euros.

Aux côtés des producteurs chinois de voitures, intervient Tesla. Le cas de ce groupe est significatif en ce qui concerne la double structuration du système impérialiste mondial. La Chine est une puissance impérialiste en franche concurrence vis-à-vis des USA. Tesla ainsi que globalement les entreprises détenues et dirigées par Elon Musk, notamment XSpace, ont leur base mondiale aux USA. Mais dans le secteur des véhicules électriques la Chine tend à devenir pour Tesla une base opérationnelle prépondérante, c'est-à-dire en pratique Tesla participe au rayonnement mondiale de l'impérialisme chinois. En effet Tesla a transféré son centre d'exportation de Fremont, en Californie, vers le site de Tesla à Shanghai[12]. Environ la moitié des 936.000 véhicules livrés par Tesla en 2021 provenaient de cette usine chinoise.

Musk fournit aussi un exemple instructif d'un autre point de vue, en ce sens qu'il se sert de la "transition écologique" comme argument promotionnel purement rhétorique. En mai de cette année, Musk s'est rendu au Brésil pour rencontrer le président Jair Bolsonaro. Il a notamment discuté la proposition que le Brésil utilise les services de SpaceX et du réseau satellite Starlink pour donner accès aux zones de la forêt amazonienne à l'éducation ainsi que pour détecter et combattre la déforestation illégale[13]. Compte tenu des orientations politiques formulées et mises en oeuvre par Bolsonaro, il s'agit là de cynisme éhonté. Sous la présidence de Bolsonaro la déforestation est en marche. Il pousse au développement commercial de la zone amazonienne par la voie de l'exploitation minière, de l'agriculture et l'élevage à grande échelle. "Là où il y a des terres autochtones, il y a de la richesse en dessous", a-t-il dit. En 2019, il se vantait d'avoir mis fin à des "amendes astronomiques" touchant les sociétés violant la législation environnementale. En 2020 il a soumis un projet de loi visant à la légalisation d'activités minières illégales. En 2022 il revient à la charge pour faire adopter une telle loi, autorisant les activités minières sur les terres des populations autochtones. La surveillance par satellite ne servirait pas à stopper la déforestation, mais à l'organiser "rationnellement".

La conclusion politique à tirer de cela

On voit bien que si l'on prend le temps d'analyser la question "écologique" du point de vue économique comme nous venons de le faire, le discours de la bourgeoisie capitaliste au pouvoir sur la "sauvegarde de notre planète", le "péril commun" et l'"urgence d'agir" se trouve bien vite mis à mal. Malgré tout le vert dont le capitalisme essaye de se couvrir à grand coup de bourrage de crâne dans les puissants médias de masse, le vernis cède lorsque l'on s'intéresse au fond de la chose. Pourtant l'illusion du capitalisme vert et écologique avec toutes ses nuances exerce une influence réelle néfaste auprès des masses populaires et jusque dans le mouvement ouvrier et communiste à des degrés divers au niveau mondial.

Pour la grande bourgeoisie libérale, c'est le développement du capitalisme qui apportera la solution aux problèmes écologiques, la solution du problème c'est le marché. Pour les réformistes il faut s'opposer au libéralisme, réguler le capitalisme, le contraindre à prendre en compte les problèmes écologiques au nom de l'intérêt commun de l'humanité. C'est cette dernière vision qui exerce le plus d'influence sur le mouvement ouvrier et communiste ainsi que chez les étudiants et les jeunes se disant parfois anticapitalistes. Son influence dans ces milieux réside principalement dans l'incapacité, voir le refus, de comprendre et d'analyser ce qu'est réellement le système capitaliste/impérialiste, ils adoptent donc en matière d'écologie comme sur

d'autres sujet un point de vue bourgeois, non prolétarien.

Les supercheries de la propagande bourgeoise

Depuis mai 2020, le "Printemps écologique" est une union de syndicats professionnels couvrant les territoires français et d'outre-mer.
"Bâtissons le premier écosyndicat de l'histoire, et transformons l'appareil productif de l'intérieur."

Le propre du système capitaliste c'est l'anarchie dans l'organisation de la production. Dans ce cadre le développement des forces productives de la société humaine ne se fait pas et ne peut se faire de manière harmonieuse en fonction des besoins de l'humanité, mais de manière désorganisée sur la base d'une concurrence sur le marché entre les intérêts de capitalistes privés. Ce mode de fonctionnement ne saurait être modifié, ni même infléchi par une quelconque réforme ou législation nouvelle car il repose sur la contradiction fondamentale, inhérente au capitalisme : la contradiction entre d'une part le caractère social de la production, mettant en lien toujours plus d'hommes, développant toujours plus les forces productives de la société humaine, et d'autre part le caractère privé de la propriété des moyens de production et donc l'accaparation de toutes les richesses produites par un nombre toujours plus faible de grands capitalistes monopolistes.

Cet ordre des choses du capitalisme ayant atteint le stade final de son évolution : l'impérialisme, le rend non seulement intolérable et réactionnaire du point de vue de l'humanité travailleuse qu'il exploite et abrutit chaque jour, mais aussi néfaste à l'égard de toute vie sur Terre. Les êtres humains ont toujours, depuis les débuts de l'humanité, influé sur leur milieu, proportionnellement au développement de leurs capacités économiques. Et si pendant des siècles cette influence de l'Homme sur la nature est restée limitée du fait du faible et lent développement des forces productives de l'humanité durant une longue période historique, le capitalisme a changé la donne. Le grand mérite historique du capitalisme souligné par Marx, est qu'il a permis un développement large et rapide des forces productives comme jamais auparavant. Mais ce développement s'est fait de manière inégale, disproportionné, sans cohérence, sans soucis du bienêtre des masses et de l'avenir, motivé par la seule course au profit, et enfin et surtout limité par son propre cadre, c'est-à-dire les rapports de production capitalistes eux-mêmes qui d'instrument de progrès sont devenus réactionnaires.

Les supercheries de la propagande bourgeoise

Le capitalisme à son stade actuel, celui de l'impérialisme, domine la planète depuis plus d'un siècle. Il a entre autres caractéristiques celle d'aggraver à l'extrême ses contradictions internes en socialisant toujours plus la production qui se "mondialise", et en restreignant toujours plus le cercle des gros capitalistes monopolistes parasites qui s'accaparent la richesse produite par les prolétaires du monde entier. C'est un capitalisme pourrissant[14] :

> Le pourrissement et le caractère parasite du capitalisme se traduisent par le frein qu'opposent les monopoles au progrès technique et au développement des forces productives; par la transformation d'une série de pays bourgeois en Etats-rentiers qui vivent en exploitant les peuples des colonies et des pays dépendants; par le déchaînement du militarisme; par l'accroissement de la consommation parasite de la bourgeoisie; par une politique réactionnaire, intérieure et extérieure, des États impérialistes; par la corruption, par la bourgeoisie des pays impérialistes, d'une couche supérieure peu nombreuse de la classe ouvrière. Le pourrissement du capitalisme augmente la paupérisation de la classe ouvrière et des masses travailleuses de la paysannerie.

On pourrait rajouter à cette définition de l'impérialisme qu'il augmente l'exploitation des ressources naturelles de la Terre et la production de polluants en tous genres. L'influence de l'Homme sur la nature jusque et y compris sur le changement du climat

est le fait de la société industrielle née du capitalisme. À ce stade du développement des forces productives de l'humanité, y compris sous une société socialiste, il est impossible que les activités humaines n'exercent aucune influence significative sur la nature. Mais en même temps que le développement des forces productives, les progrès techniques et scientifiques rendent possible de faire en sorte que les effets sur le climat et la nature ne soient plus accidentels, indépendants de notre volonté et néfastes, mais au contraire maitrisés consciemment, bénéfiques et harmonieuses, ayant pour but de répondre aux besoins de l'humanité[15] :

> De quelque côté qu'on se tourne, on rencontre à chaque pas des problèmes que l'humanité est parfaitement en état de résoudre sur-le-champ. L'obstacle, c'est le capitalisme. Il a amassé des monceaux de richesses et a fait des hommes les esclaves de ces richesses. Il a résolu les problèmes techniques les plus compliqués et il a stoppé la mise en oeuvre des perfectionnements techniques parce que les grandes masses de la population sont plongées dans la misère et l'ignorance, parce qu'une poignée de millionnaires font preuve d'une lésinerie bornée.

Cette citation de Lénine résume la situation historique dans laquelle nous nous trouvons (toujours). La préoccupation principale de cette "poignée de millionnaires" aujourd'hui multimilliardaires n'est pas de "sauver la planète" mais de s'assurer le profit maximum dans cette crise climatique, de s'en sortir avantageusement par rapport à leurs concurrents. Et ceux qui comptent sur les États ou les institutions internationales pour ramener à la raison les capitalistes ou les contraindre à faire autrement dans "l'intérêt général", à une époque où l'interpénétration des monopoles privés et des appareils d'État, la subordination des seconds par les premiers ont atteint leur paroxysme, - ceux-là ne sont rien d'autre que des utopistes petits-bourgeois, des zéros en politique.

Ce qui apparait être une contradiction entre l'Homme et la nature trouve sa source au même point que la contradiction bien réelle entre le capital et le travail, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le seul moyen de résoudre ces contradictions est d'oeuvrer à l'édification de l'indépendance politique du prolétariat au travers de la grande idée du communisme, à la lumière de la science marxiste-léniniste qui arme le prolétariat et toutes les masses opprimées et exploitées de la planète pour mener jusqu'au bout la lutte de classe en cours afin de renverser définitivement le capitalisme/impérialisme et d'éliminer avec lui les maux qui l'accompagnent.

De manière objective[16] :

> L'impérialisme aggrave à l'extrême les trois principales contradictions du capitalisme : 1° la contradiction entre le travail et le capital; 2° la contradiction entre les puissances impérialistes qui luttent pour la suprématie et en définitive pour la domination mondiale, et 3° la contradiction entre les métropoles et les colonies. L'impérialisme amène directement le prolétariat à la révolution socialiste.

Aujourd'hui ce qu'il nous manque le plus, c'est le facteur subjectif, c'est-à-dire l'indépendance politique et idéologique du prolétariat en tant que classe pour soi et non plus seulement en soi. Il faut réaliser la conscience du rôle historique de la classe ouvrière comme liquidatrice du vieux monde capitaliste pourri jusqu'à l'os et le regroupement de ses éléments les plus conscients et les plus combattifs au sein du Parti communiste, avant-garde de combat des masses laborieuses dans leur luttes contre le capitalisme. C'est en construisant cela, en luttant classe contre classe pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme que nous pourrons enfin prendre en mains de manière résolue et efficace l'avenir de l'humanité sur des bases nouvelles : socialistes. C'est sur les nouvelles bases de cette société socialiste, débarrassée des exploiteurs et des tyrans monopolistes, des contradictions du capitalisme, que nous pourrons édifier le développement de l'humanité à un stade supérieur, développement qui - nous en sommes convaincus - sera à même de faire face aux défis actuels et futurs en matière d'environnement et de climat[17] :

> Le but de la production est déterminé par les rapports qui découlent du caractère de la propriété des moyens de production. Si les moyens de production appartiennent à la bourgeoisie, la production a nécessairement pour but d'enrichir les détenteurs du capital, et les travailleurs [ainsi que la nature (rajouté par nous - VdC)] c'est-à-dire l'immense majorité de la société n'interviennent que comme objet d'exploitation. […] Quand les moyens de production appartiennent au peuple laborieux, et que les classes exploiteuses ont été anéanties, la production sert les intérêts des travailleurs, c'est-à-dire de toute la société socialiste.

Ainsi après l'instauration du socialisme, les moyens de production et tout le pouvoir politique se retrouvant entre les mains des travailleurs, l'immense pouvoir des forces productives, de la technique et de la science mise en oeuvre de manière planifiée servira non plus les intérêts de quelques-uns mais ceux de la société toute entière. Cette transformation des rapports sociaux à l'échelle mondiale permettra la mise en oeuvre de politiques globales visant à avoir une influence bénéfique et consciente sur la nature et le climat de notre planète en harmonie avec les besoins des masses laborieuses.

Ces considérations relatives au climat, à l'environnement, à la planète, ramènent fondamentalement à la question de la révolution. Les communistes doivent placer toutes leurs forces dans la lutte classe contre classe afin de hâter le plus vite possible la révolution prolétarienne, la mort du capitalisme et l'établissement de la société socialiste, première phase du communisme.

Notes

1. *La Voix des Communistes*, n° 29, 2e semestre 2021, p. 15-18.
http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/10/VdC_2021-09_29.pdf
2. Règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil paru au Journal Officiel de l'UE en date du 25 avril 2019.
https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/631/oj/fra
Extraits :

> À partir du 1er janvier 2020, le présent règlement fixe un objectif à l'échelle du parc de l'Union de 95 g de CO2/km pour les émissions moyennes des voitures particulières neuves immatriculées dans l'Union et un objectif à l'échelle du parc de l'Union de 147 g de CO2/km pour les émissions moyennes des véhicules utilitaires légers neufs immatriculés dans l'Union, mesurés, jusqu'au 31 décembre 2020, conformément au règlement (CE) no 692/2008 et aux règlements d'exécution (UE) 2017/1152 et (UE) 2017/1153 et, à partir du 1er janvier 2021, conformément au règlement (UE) 2017/1151. […] Le présent règlement sera complété, jusqu'au 31 décembre 2024, par des mesures additionnelles visant à réaliser une réduction supplémentaire de 10 g de CO2/km, dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visée dans la communication de la Commission du 7 février 2007 intitulée "Résultats du réexamen de la stratégie communautaire de réduction des émissions de CO2 des voitures et véhicules commerciaux légers".

3. Article "Constructeurs automobiles européens et compagnies aériennes critiquent les propositions de loi pour le climat de Bruxelles", *Le Monde*, 14/7/2021.
4. Article "Stellantis : le cri d'alarme de Carlos Tavares contre le durcissement des règles CO2", *La Tribune*, 2/7/2021.
5. *https://www.xerficanal.com/economie/emission/Philippe-Gattet-Le-vehicule-electrique-favorise-l-invasion-du-made-in-China-en-Europe_3749812.html*
6. *https://geology.com/articles/rare-earth-elements/*
7. Article "L'intérêt de miser sur l'essor de l'économie circulaire", *Le Monde*, 8/1/2022.
8. *https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-09-20/deserted-factories-show-how-china-electric-car-boom-went-too-far*
9. Données au 17/06/2022.
https://www.zonebourse.com/cours/action/BYD-COMPANY-LIMITED-5640763/societe/
10. *https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-09-20/deserted-factories-show-how-china-electric-car-boom-went-too-far*
11. *https://blazetrends.com/china-on-the-verge-of-bankruptcy-evergrande-launches-into-electric-cars/*
12. *https://www.businessinsider.com/half-of-teslas-2021-deliveries-from-china-shanghai-export-hub-2022-1*
13. *https://www.cnbc.com/2022/05/20/elon-musk-visits-brazil-to-discuss-amazon-with-bolsonaro.html*
14. Académie des sciences de l'U.R.S.S., Manuel d'économie politique, Partie "Résumé du chapitre 20"; Paris, Éditions sociales, 1956.
https://d-meeus.be/marxisme/manuel/manuelfull.html
15. V. I. Lénine : "La barbarie civilisée" (1913); Oeuvres, t.19; Paris, Éditions sociales, 1967; p. 418.
16. Manuel d'économie politique, *ibid.*
17. Manuel d'économie politique, *op. cit.*, Partie "29.2. Les traits essentiels de la loi économique fondamentale du socialisme".

Kanaky - Nouvelle Calédonie : une colonie en lutte pour son indépendance, contre l'occupation française

Ces derniers mois, l'actualité dans les colonies françaises d'outre-mer a été très riche, que ce soit dans les Antilles avec les protestations de l'automne 2021 ou en Kanaky avec le troisième référendum d'auto-détermination prévu par les accords de Nouméa. Cet article s'intéressera principalement à la situation en Kanaky.

Le 12 décembre 2021, a eu lieu le troisième référendum d'auto-détermination. Pour contextualiser, commençons par un bref rappel historique.

La Kanaky est une colonie française depuis 1853, elle est dans un premier temps une colonie pénitentiaire avant de devenir une colonie de peuplement avec ses corolaires : occupation militaire, accaparement de terres, expulsions, massacres, asservissement et cantonnement des populations autochtones. En plus de cette violence directe contre le peuple kanak, s'ajoutent les maladies. Conséquence : entre 1853 et 1920 la population kanak a chutée de moitié.

En 1946, la colonie prend le statut de territoire d'outre-mer et les Kanak deviennent officiellement des citoyens français même si dans la pratique ils restent des citoyens de seconde zone. Malgré ce changement de statut et l'émergence du mouvement indépendantiste kanak, l'État français amplifie sa politique de colonisation de peuplement.

Le 19 juillet 1972, le premier ministre français Pierre Messmer écrit[1] :

> La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants.
>
> Il faut donc saisir cette chance ultime de créer un pays francophone supplémentaire. La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique.
>
> À court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés.
>
> À long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. Il va de soi qu'on n'obtiendra aucun effet démographique à long terme sans immigration systématique de femmes et d'enfants.
>
> Afin de corriger le déséquilibre des sexes dans la population non autochtone, il conviendrait sans doute de faire réserver des emplois aux immigrants dans les entreprises privées. Le principe idéal serait que tout emploi pouvant être occupé par une femme soit réservé aux femmes (secrétariat, commerce, mécanographie).
>
> Sans qu'il soit besoin de textes, l'administration peut y veiller.
>
> Les conditions sont réunies pour que la Calédonie soit dans vingt ans un petit territoire français prospère comparable au Luxembourg et représentant évidemment, dans le vide du Pacifique, bien plus que le Luxembourg en Europe.
>
> Le succès de cette entreprise indispensable au maintien de positions françaises à l'est de Suez dépend, entre autres conditions, de notre aptitude à réussir enfin, après tant d'échecs dans notre Histoire, une opération de peuplement outre-mer.

14 janvier 1985 : Après l'assassinat d'Éloi Machoro et de Marcel Nonnaro, l'Association Information et soutien aux droits du peuple kanak organise avec le FLNKS une manifestation à Paris.

Malgré cette politique active de "grand remplacement", les luttes pour l'indépendance du peuple kanak dans les années 1980 sont parvenues à arracher à l'État français la signature d'accords (Matignon-Oudinot en 1988 et Nouméa en 1998) rentrant dans le principe d'un processus de décolonisation. Certaines compétences secondaires sont transférées progressivement vers la Kanaky, même si le régalien (par exemple la monnaie, la police, la justice entres autres) reste du ressort de l'État français.

Ces mêmes accords repoussent l'autodétermination d'une vingtaine d'années. Un premier référendum a lieu le 4 novembre 2018, puis un second le 4 octobre 2020. Nous, ROCML, avions déjà écrit un article à la suite du premier référendum[2].

Au cours de ces deux premiers votes, les thématiques principales développées par les opposants à l'indépendance étaient les suivantes :

- si l'indépendance survient il y aura des violences, pillages et expropriations par les Kanak envers les autres communautés;

- infantilisation des Kanak qui ne sauraient pas gérer un État (si le pays devient indépendant, le pays va devenir un État corrompu du Tiers Monde comme le voisin vanuatais).

Octobre 2016. Manifestation à l'appel du Rassemblement des Indépendantistes et Nationalistes en vue de la consultation de sortie de l'Accord de Nouméa. Une délégation a déposé un cahier de revendications au Haut-Commissariat à Nouméa, demandant l'inscription sur la liste électorale, automatique et sans conditions, de l'ensemble des Kanak relevant du statut coutumier et du statut de droit commun.

Malgré ces campagnes de terreur visant à souder l'électorat non kanak contre l'indépendance ainsi que les difficultés pour de nombreux Kanak à s'inscrire sur les listes électorales ou de réaliser des procurations pour ceux résidant en métropole, les résultats ont été bien plus équilibrés que ce qu'espérait la bourgeoisie coloniale. De plus, entre les deux référendums, le "oui" a progressé de façon significative (43,33 % en 2018, 46,74 % en 2020), ralliant notamment à lui un nombre croissant parmi les habitants originaires des autres peuples du Pacifique.

La date du troisième référendum prévu par l'accord de Nouméa a été fixé au 12 décembre 2021 en pleine période de pandémie de coronavirus. Elle a été maintenue malgré la demande de report du scrutin par les différentes organisations indépendantistes en raison du fait que le coronavirus a entrainé des mesures restrictives empêchant et repoussant les cérémonies de deuil (qui sont des rituels très importants pour la communauté kanak), ainsi que des difficultés à faire une campagne "normale".

En plus des deux thématiques principales mises en avant lors des consultations antérieures par les opposants à l'indépendance, une troisième a fait son apparition, elle concerne la Chine et peut se résumer sommairement ainsi : "si la France part, la Chine arrivera et sera bien plus brutale que ne l'est la France". Bref, c'est l'impérialisme qui dénonce l'impérialisme et l'hôpital qui se fout de la charité.

Face à ce passage en force et ce mépris flagrant à l'encontre des Kanak, les organisations indépendantistes annoncent ne pas participer au référendum et le résultat final donne une large victoire du "non" avec une participation très faible (44 %).

Le bilan à l'issu de ces trois votes est le suivant : La bourgeoisie coloniale (métropolitaine et locale) estime en avoir terminé définitivement avec la question de l'indépendance de la Kanaky en soldant les trois référendums définis par les accords de Nouméa en 1998. Sonia Backès (présidente du groupe Les Républicains Calédoniens au congrès de la Nouvelle-Calédonie, présidente de la province Sud, et nommé en juillet 2022 Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, chargée de la Citoyenneté) [3] : "Nous avons décidé en notre âme et conscience de rester français"; "l'Histoire n'a de sens que celui que nous voulons bien lui donner"; "la question de l'appartenance à la République ne se pose plus"; "ce n'est plus négociable". Emmanuel Macron[4] : "La Nouvelle-Calédonie restera donc française."

Référendum de novembre 2018.

Du côté des indépendantistes, le maintien de ce référendum est considéré comme un mépris du peuple kanak et de sa culture, et le résultat qui en découle est jugé illégitime, l'accord de Nouméa n'est pas considéré comme soldé et le droit à l'autodétermination du peuple kanak demeure, tandis que le territoire est toujours sur la liste de l'ONU des territoires à décoloniser.

Roch Wamytan, président du Congrès de la Nouvelle Calédonie et dirigeant du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS)[5] :

> Pour nous, ce n'est pas le troisième référendum. Nous considérons qu'en termes de légitimité juridique et politique, il n'y a que deux référendums, 2018 et 2020. Celui-là, c'est le

référendum de l'État français et de ses soutiens en Nouvelle-Calédonie, pas le nôtre.

Le mot d'ordre de non-participation a été amplement suivi et est considéré comme une victoire politique par le camp indépendantiste.

Puisque les référendums n'ont pas permis d'obtenir l'indépendance, des négociations doivent s'ouvrir pour définir le nouveau statut colonial du pays. Ces négociations s'annoncent compliquées, étant donné que la bourgeoisie coloniale estime en avoir terminé avec les questions d'indépendances et ne se sent plus tenue par les accords qui prévoyaient de figer le corps électoral pendant la durée de validité des accords. Si ces dispositions relatives au corps électoral sont abrogées - ce qui est un objectif affiché de la bourgeoisie coloniale locale -, il est très probable que l'ouverture aux populations allogènes renforce à l'avenir le poids électoral et politique de la France.

Affiche exposée sur la façade du siège du gouvernement de la province Sud. Il reproduit la photo prise lors de la signature des accords dits "de Matignon" par Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou (président du FLNKS), le 26 juin 1988.

Le 4 mai 1989 Jean-Marie Tjibaou est tué par balle par le Kanak indépendantiste Djubelly Wéa. Wéa tire également sur Yeiwéné Yeiwéné, autre figure du FLNKS, avant d'être lui-même abattu par le garde du corps des deux victimes.

Face à ce qui s'apparente à une impasse politique, l'avenir s'annonce donc assez incertain. Ce qui est certain par contre, c'est qu'il y a ici une nouvelle démonstration pour le peuple kanak et les autres peuples dominés, des limites d'une voie purement légaliste dans laquelle la puissance coloniale dicte les règles. Dorénavant, la lutte pour l'indépendance va devoir prendre une nouvelle forme, qui reste à définir par les différentes organisations indépendantistes existantes ou futures.

La France colonialiste dispose de soutiens diversifiés

Il est aussi intéressant de s'attarder un peu sur les positions politiques des organisations liées à la gestion de gauche de l'appareil d'État capitaliste et impérialiste.

La France insoumise est par exemple constamment dans l'ambigüité en affichant en façade dans certains communiqués et interventions médiatiques, un attachement à la légitimité des questions relatives à l'indépendance et à la libre détermination des peuples, mais dans la réalité en défendant des positions toujours chauvines et occultant ou minimisant la réalité coloniale.

Dans un document assez long et détaillé (Rapport d'information intitulé "Mers et océans : quelle stratégie pour la France?" coécrit par Mélenchon et Son-Forget en 2017) se trouvent une multitude d'extraits intéressants[6].

> La France, grâce notamment à sa présence Outre-mer, dispose du deuxième domaine maritime mondial. Il couvre près de 11 millions de km2.
>
> En tant que nation maritime nous devons donner l'exemple et protéger plus efficacement encore les mers et les océans se trouvant sous juridiction française.
>
> Le vaste domaine maritime français est un avantage. C'est une responsabilité. Comment faire face aux deux? C'est le sujet d'un débat. Pour qu'il s'organise encore faut-il que ces enjeux et défis soient correctement identifiés.

Cette thématique apparait extrêmement souvent dans les prises de position de LFI, comme par exemple dans l'intervention à l'Assemblée du député LFI Michel Larivesur qui affirme la "nécessité pour la France de quitter l'OTAN"[7].

Dans l'extrait suivant de "Mers et océans", Mélenchon s'inquiète de la diminution de la présence militaire française dans les eaux territoriales revendiquées par la France :

> A. La France délaisse sa zone économique exclusive
>
> La zone économique exclusive française, présente dans tous les océans, est la deuxième du monde. Les forces de souveraineté, basées dans les territoires ultramarins (Antilles, Guyane, Réunion, Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française) sont notamment investies de missions de préservation des droits souverains de la France sur la zone économique exclusive (ZEE) s'y rattachant. Ces forces armées peuvent être mobilisées pour faire face à des menaces de

nature militaire et sécuritaire ou pour pallier les conséquences de catastrophes naturelles.

Si les moyens de surveillance se sont récemment renforcés, grâce notamment aux progrès technologiques (surveillance satellitaire, oiseaux de mer équipés de balises…), les capacités d'intervention dans les eaux sous juridiction française se sont, ces dernières années, considérablement amoindries. Les coupes budgétaires successives et les besoins des forces de la Marine nationale sur de nouveaux théâtres ont conduit la France à laisser les zones de l'océan sous sa juridiction avec une présence et une protection amoindries. Les conclusions du Livre blanc de 2008 avaient préconisé de réduire de moitié les capacités militaires françaises dans le Pacifique, "y laissant des forces à peine suffisantes pour exprimer la souveraineté de notre pays sur ces territoires"[8] selon les mots du vice-amiral Jean-Louis Vichot. La réorganisation engagée par les précédentes lois de programmation militaire (LPM) a conduit à des réductions de près de 25 % des effectifs. Cette baisse s'est avérée particulièrement forte dans le Pacifique. La Polynésie française a par exemple perdu 50 % de ses effectifs. En outre, une érosion inquiétante de certaines capacités opérationnelles s'est faite jour pour les moyens aériens et maritimes indispensables aux missions des forces de souveraineté.

La réduction des moyens a provoqué une baisse des capacités opérationnelles des forces de souveraineté, notamment dans le domaine des moyens navals, compte tenu de l'étendue de notre zone économique exclusive.

Les justifications invoquées pour défendre cette position sont multiples; certaines semblent sincères sur la défense des intérêts français : accès aux nombreuses ressources halieutiques via les invocations sur la lutte contre la pêche illégale, accès aux ressources minières (nodules polymétalliques, terres rares, cobalt notamment) et pétro-gazières, lutte d'influence avec les autres puissances impérialistes, etc. D'autres le semblent moins (ou de façon moins importante) : recherche scientifique, protection de l'environnement, lutte contre la piraterie et le narcotrafic, etc.

À aucun moment, il n'est fait état des territoires, des peuples endogènes et de leurs justes revendications sur leur souveraineté - certes cela n'est pas le sujet premier du texte cité, mais cette absence est tout de même significative.

Abstraction faite des ambigüités savamment entretenues par Mélenchon pour les besoins de la propagande électorale, le principe de base sur lequel repose le projet politique de LFI, c'est la promotion de l'empire impérialiste français, empire dont les "DOM-TOM" sont, selon la vision du capital monopoliste "français", parties intégrantes. Le souci de Mélenchon est de prendre soin de la grandeur de cet empire, de la "préservation des droits souverains de la France", que ce soit en "métropole" ou dans les "territoires ultramarins" présents "dans tous les océans".

Pour Mélenchon, pas la peine d'évoquer le sort particulier des populations dans les colonies comme la Kanaky, il agira pour le bonheur de tous[9] :

> L'action sera menée au nom de l'intérêt général humain […] Le peuple va la mener […] Le peuple, c'est-à-dire cette multitude quand elle devient citoyenne.

Par contre, il insiste en long et en large sur des propositions visant à étendre l'influence de la France ainsi conçue au-delà des frontières officielles. Voir par exemple "L'Avenir en commun : Le programme pour l'union populaire"[10], dans la section "Ordonner le monde", le chapitre "Une diplomatie altermondialiste pour la paix".

Introduction du chapitre :

> Les quinquennats Sarkozy, Hollande et Macron ont enfermé la France dans l'OTAN dans une vision étroitement "occidentale" du monde qui aggrave les tensions mondiales. Pour promouvoir la paix et la coopération, retrouver une voix indépendante est une nécessité.

Le sommaire du chapitre va de "71 - Assumer l'indépendance de la France dans le monde" à "81 - Passer à la francophonie des peuples". On y trouve "77 - Les Outre-mer, fer de lance d'une diplomatie écologique altermondialiste" :

> Le devoir de la France est fixé par ses responsabilités. Elle doit être le fer de lance d'une diplomatie universaliste. Les Outre-mer en seront les points d'appui.
>
> Faire des Outre-mer des pôles régionaux de codéveloppement : transfert de technologies auprès des pays voisins, […] coopération militaire de maintien de la paix. Rejoindre les coopérations

régionales : la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) pour les Antilles et la Guyane française, l'Union africaine pour Mayotte, rejoindre la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et participer activement à l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA) pour La Réunion. […] Construire l'avenir de la Nouvelle-Calédonie dans le respect des référendums, en lien avec les territoires voisins.

En vue des élections législatives, en profitant du désarroi qui touche les organisations politiques à "coloration" de gauche, Mélenchon a réussi à bricoler la "Nouvelle union populaire, écologique et sociale". Même le NPA s'y est associé et son noyau traditionnel s'est accroché à cette bouée de sauvetage jusqu'aux ultimes conséquences. Il persiste à soutenir la NUPES alors que Mélenchon n'a nullement daigné lui concéder un strapontin de député. Pendant les élections le NPA a utilisé le mot d'ordre "Construisons une gauche de combat unitaire et anticapitaliste" pour soutenir les candidats de LFI, et il continue à s'en servir pour maintenir ses liens avec la NUPES[11].

Face aux prétentions politiques de Mélenchon qui, tout en s'adressant au "peuple", s'efforce plus particulièrement à concurrencer les organisations ouvrières traditionnelles auprès des travailleurs, nous avons régulièrement critiqué la démagogie manipulatoire et le caractère illusoire de ses propositions en matière d'économie. Mais compte tenu de la portée globale des orientations dont il fait la promotion, on ne doit pas se focaliser unilatéralement sur les aspects économiques spécifiques que Mélenchon met en avant. Ils sont essentiels pour lui attirer la faveur de ceux qui portent leur espoir sur lui, mais il faut insister tout autant sur les aspects abordés ci-dessus, qui relèvent fondamentalement et exclusivement de l'idéologie et des intérêts économiques et politiques globaux de la classe capitaliste et de l'impérialisme français. Le soutien à l'intervention impérialiste en Libye en 2011 en est un autre exemple[12].

Quant au PCF, il présente des orientations tout à fait similaires, teintés cependant d'un pragmatisme hypocrite qui les distingue légèrement de la mégalomanie façon Mélenchon. Voici un extrait du programme "La France des jours heureux - Projet pour un pacte social, écologique, républicain"[13]. La partie "Moyen n°2 : Bâtir une nouvelle République, Rendre au peuple sa pleine souveraineté" comporte, dans un passage intitulé "Transformer profondément les rapports avec nos compatriotes d'Outre-Mer", le paragraphe suivant :

> 149. Une discussion sera menée avec les élu-e-s et les populations sur le statut de ces territoires. Il s'agit d'aller vers davantage d'autonomie.
>
> Les populations et leurs collectivités élues, dans le respect des principes d'unité et d'indivisibilité de la République garantis par l'État, pourront dans ce cadre nouer des relations de codéveloppement avec les pays de leurs zones géographiques, afin de répondre à leurs besoins sans remettre en cause les intérêts stratégiques de la France. […] S'agissant de la Nouvelle-Calédonie, la France cessera de la considérer comme une colonie nécessaire à son influence dans la zone indopacifique; elle assurera la poursuite, sans ingérence, d'un véritable processus d'autodétermination; et elle agira pour que la zone indopacifique devienne un espace dénucléarisé, en proposant un traité en ce sens à tous les pays qui en sont membres.

Manifestation en février 2021 devant le Haut-Commissariat à Nouméa - Collectif Usine du Sud Usine Pays .

Les forces politiques réformistes et populistes ont devant eux, du fait du faible niveau de conscience qui prévaut parmi les travailleurs et les couches populaires, un terrain favorable pour exercer leur influence nuisible. Les propositions réformistes dans le genre d'une

"meilleure répartition des richesses" sont "séduisantes" pour ceux qui manquent de compréhension au sujet des mécanismes élémentaires de l'économie. Mais ce sont justement les questions de l'économie dans le sens des conditions matérielles de vie et de travail qui absorbent l'essentiel des préoccupations des populations visées. Par conséquent, les sujets tels que le devenir des "DOM -TOM" passent largement inaperçus et n'influent guère sur les choix des personnes qui ne sont pas directement impliquées par leur propre situation individuelle. Il est de notre responsabilité de faire ressortir le fond des problèmes posés, au-delà des questions de "la vie au quotidien".

Cela dit, les programmes des partis sont en général perspicaces. Leur rédaction ne vise pas uniquement à solliciter les électeurs précisément en fonction des intérêts effectifs sous-jacents à défendre, ceux des forces bourgeoises représentées par les partis respectifs. Parallèlement, il s'agit aussi de toucher des électeurs par le biais de leurs sensibilités et penchants subjectifs. Par exemple, le PCF, tout en exposant l'argumentation détaillée en faveur de l'impérialisme français présentée ci-dessus, fait aussi la promotion d'un chauvinisme plus banal par la voix de Fabien Roussel[14] :

> Un bon vin, une bonne viande, un bon fromage, pour moi c'est la gastronomie française. Mais pour avoir accès à cette bonne gastronomie, il faut avoir des moyens. Donc le meilleur moyen de défendre le bon vin, la bonne gastronomie, c'est de permettre aux Français d'y avoir accès.

Les perspectives d'avenir pour la lutte de libération nationale

En l'absence de parti communiste marxiste-léniniste en France, il est difficile d'aller au-delà de déclarations de principes et de peser grandement sur ces questions de libération nationale vis-à-vis de la domination coloniale.

Les peuples colonisés doivent avoir la plus grande méfiance envers les organisations entièrement intégrées politiquement à la gestion de l'État français impérialiste et qui se disent leurs alliées en métropole, et les prendre lucidement pour ce qu'ils sont et sans rien en attendre de positif.

Certaines d'entre elles sont en permanence dans l'ambigüité et le double discours, défendant parfois des positions de principe vagues autour de la libre détermination des peuples ou le soutien aux organisations indépendantistes/autonomistes tout en étant farouchement sur les positions les plus chauvines et jacobines, comme en témoignent les extraits cités plus haut ou bien les considérations sur les cultures régionales à l'intérieur de la métropole assimilées à des séparatismes et à des dangers pour la république (Mélenchon sur l'enseignement en langue régionale [15] : "J'assimilerais cela davantage à une pratique sectaire qu'à une pratique éducative.")

Ces organisations sont doublement nocives, en métropole d'abord où elles banalisent l'impérialisme français dans l'esprit de la classe ouvrière encore trop faiblement politisée, et également dans les colonies où ces organisations ont des relais ou sections locales qui prennent à leur compte et administrent la colonisation française et la domination de la bourgeoisie coloniale.

Fondamentalement, il faut être clair au sujet de la question de l'indépendance des colonies. Un double constat ne peut pas être éludé : d'une part l'indépendance de la Nouvelle Calédonie en tant qu'État national des Kanak est une nécessité historique; mais d'autre part dans le contexte caractérisé par la présence d'une population nombreuse venant de la puissance colonisatrice ainsi que par la domination mondiale du système capitaliste impérialiste, l'indépendance en elle-même ne résoudra aucun des problèmes posés. Depuis la dissolution progressive des empires coloniaux constitués à partir du 15e siècle, le cours des évènements montre que "l'indépendance" des ex-colonies ou zones d'influence historiques conduit fréquemment à des situations d'instabilité permanente, où alternent misère et progrès, révoltes et défaites, basculements entre liens politiques et économiques envers tel ou tel "partenaire". Exemple actuel : le Sri Lanka.

Quoi qu'il en soit, pour les militants communistes révolutionnaires en France, le premier objectif doit être le soutien direct et immédiat à la réalisation, par la population kanak, de l'indépendance de la Kanaky, comme aussi de l'indépendance des autres colonies dites "DOM-TOM" par les populations autochtones respectives.

Notes

1. *http://unioncaledonienne.com/?popuppress=la-lettre-de-pierre-messmer*
2. Article de *La Voix des Communistes* n°25, mars 2019.
http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/09/VdC_2019-03_25.pdf
3. *https://mobile.twitter.com/SoniaBackes/status/1470030256815808514*
https://www.lesechos.fr/politique-societe/regions/la-nouvelle-caledonie-dit-massivement-non-a-lindependance-1371860
4. *https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/12/12/troisieme-vote-sur-accession-independance-nouvelle-caledonie*
5. *https://www.francetvinfo.fr/politique/referendum-en-nouvelle-caledonie/referendum-en-nouvelle-caledonie-pour-nous-ce-n-est-pas-le-troisieme-referendum-reagit-le-president-du-congres-local_4878573.html*
6. *https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/l15b2042_rapport-information*
7. Assemblée nationale, Question écrite de M. Michel Larive (La France insoumise, 18/01/2022.
https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-43553QE.htm
8. Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, 2008.
http://archives.livreblancdefenseetsecurite.gouv.fr/2008/information/les_dossiers_actualites_19/livre_blanc_sur_defense_875/livre_blanc_1337/livre_blanc_1340/index.html
La France dans le Pacifique : quelle vision pour le 21e siècle? (colloque du 17 janvier 2013)
https://www.senat.fr/rap/r12-293/r12-2938.html
9. Jean-Luc Mélenchon, "L'Ère du peuple", livre paru en septembre 2014.
https://vivelasixiemerepublique.wordpress.com/2014/10/
10. *https://laec.fr/sommaire*
https://laec.fr/section/77/les-outre-mer-fer-de-lance-dune-diplomatie-ecologique-altermondialiste
11. *https://www.facebook.com/poutou.philippe/posts/pfbid02Sj7u4pLKRfNCAhuEj55u7JkKhZmJaCze6cs3fv3PhCZ5Q2jnJQU4fEEwFeeVwiqJl*
12. *https://www.liberation.fr/planete/2011/03/21/il-faut-briser-le-tyran-pour-l-empecher-de-briser-la-revolution_723004/*
13. *https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/fabienroussel2022/pages/217/attachments/original/1643038967/exe_la_france_des_jours_heureux_LIVRE_stc.pdf*
14. *https://www.francetvinfo.fr/politique/parti-communiste-francais/video-un-bon-vin-une-bonne-viande-un-bon-fromage-pour-moi-cest-la-gastronomie-francaise-la-phrase-de-fabien-roussel-remise-dans-son-contexte_4928541.html*
15. Interview de Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué à l'enseignement professionnel, 4 décembre 2001.
https://www.vie-publique.fr/discours/208013-interview-de-m-jean-luc-melenchon-ministre-delegue-lenseignement-pr

Lectures complémentaires

- Communiqué commun de nombreuses organisations du mouvement indépendantiste : "Lettre ouverte du peuple kanak au peuple de France", 23 novembre 2021.
  https://survie.org/pays/kanaky-nouvelle-caledonie/article/lettre-ouverte-du-peuple-kanak-au-peuple-de-france
- Deux brochures de l'association "Survie" :
  "Kanaky Nouvelle-Calédonie – Une colonie en lutte pour son indépendance"
  https://survie.org/IMG/pdf/brochure_imprimante.pdf
  "Kanaky - Face à la prédation des ressources"
  https://survie.org/billets-d-afrique/2021/decembre-2020-janvier-2021/article/kanaky-face-a-la-predation-des-ressources

Chili : De la dictature militaire à la "démocratie" comme jeu de société

Au Chili, il y a trois ans, se déroulaient des mouvements de protestation et de revendication d'ampleur importante. Ils débutaient en octobre 2019 en réaction à une augmentation du tarif du métro, mais s'étaient amplifiés rapidement ensuite[1]. Ils touchaient des questions de portée considérable, notamment celle de la constitution sur laquelle était basé le régime politique existant. Sur ce point, le gouvernement en place sous la présidence de Sebastián Piñera réagissait en indiquant vaguement qu'il envisageait une procédure d'élaboration d'une nouvelle constitution en passant par le Parlement. Les partis de l'opposition à la coalition gouvernementale déclaraient qu'il fallait mettre en place une Assemblée constituante garantissant une large participation des citoyens.

Durant la période d'aout à décembre 2019, la contribution du mouvement syndical a été primordiale pour la consolidation et la continuité des actions revendicatives[2]. En aout a été formée une plateforme dénommée "Unidad Social" (Unité Sociale) regroupant des syndicats et des organisations de mouvements sociaux; en faisait partie notamment la confédération syndicale CUT (Confederación unitaria del trabajo). Elle prit l'initiative de convoquer à une grève générale pour le 5 septembre. Le manifeste publié lors de cet appel déclare entre autre[3] :

> Unies et unis pour stopper la voracité du capital dans tous les domaines de la société, pour endiguer les abus, la répression et les atteintes à nos libertés et à nos droits, au bradage de nos richesses et de notre patrimoine, plus encore, lorsqu'au niveau mondial il y a une stratégie des secteurs les plus réactionnaires, représentatifs des grandes transnationales, avec pour objectifs d'en finir avec la démocratie, de reprendre les chemins du totalitarisme et d'exacerber la déprédation sauvage des êtres humains, des territoires et de l'environnement. C'est le destin de l'humanité et l'avenir même de notre planète qui sont en jeu.

Cette mobilisation a été réprimée par les forces de l'ordre (Carabineros) avec un bilan de près de 100 détenus.

Face aux mouvements de protestation qui se développent en octobre jusqu'à la journée d'affrontements intenses du 18 octobre, le gouvernement décrète l'état d'urgence le 20. Une journée nationale de protestation est convoquée pour le 21, à laquelle se joint Unidad Social, et celle-ci réalise les 23-24 une grève générale nationale. Les revendications comprennent le rétablissement de l'institutionnalité démocratique, l'abandon des projets de loi qui signifient des atteintes aux droits sociaux, économiques et culturels du peuple, ainsi que la formation d'une Assemblée constituante pour la rédaction d'une nouvelle constitution. Le 25 la CUT appelle à des rassemblements au niveau national et se joint ensuite à la journée de protestation convoquée pour le 28. Le 30 se déroule une deuxième grève générale à l'appel de la CUT en commun avec Unidad Social, avec une large participation des travailleurs de divers secteurs, dont l'industrie, le commerce, les mines, la santé, la banque. Le 4 novembre la CUT se joint à une nouvelle journée nationale de protestation, et une autre le 11.

12 novembre 2019 : grève générale nationale. Ici l'Union portuaire de Bio-Bio:

Entretemps, le 7, a été lancé un appel à une grève générale pour le 12, soutenu par des organisations des secteurs des ports, mines, énergie, construction, industrie, transport, commerce, services financiers et bancaires, éducation, santé, agriculture, agroindustrie, services publics[4]. Parmi les principales revendications figure toujours celle d'une Assemblée constituante. Durant la journée du 12, se déroulent une multitude d'actions de protestation, jusqu'au matin du 13. Selon le bilan d'Unidad Social, 2 millions de personnes se sont

mobilisées au niveau national, avec une adhésion de 90 % dans le secteur public et 70 % dans le secteur privé, 94 % pour les travailleurs portuaires. Un bilan fait état de 849 arrestations et 46 civiles blessés.

Le 15 novembre, un certain nombre de partis politiques ont signé avec le gouvernement un "Accord pour la paix et la Nouvelle Constitution"[5]. Il stipule qu'un organe constituant sera formé, composé de membres désignés par voie d'élection générale; il sera chargé de rédiger une nouvelle constitution. Ce projet de constitution sera soumis à un plébiscite : s'il est approuvé, la nouvelle constitution remplacera l'ancienne qui sera abrogée, sinon cette dernière restera en vigueur.

12 novembre 2019 : grève générale nationale. Ici le Syndicat national des travailleurs de la construction, montage et affines.

Parmi les partis non-signataires de cet accord figurent le Parti Communiste du Chili (PCCh), le Parti Humaniste, le parti "Convergencia Social"; ils refusaient notamment une disposition de l'accord qui spécifie que "l'organe constituant devra approuver les préceptes juridiques et les règles de vote de ceux-ci par un quorum des deux tiers de ses membres en fonction". Cette règle a effectivement des conséquences importantes, puisqu'elle implique la nécessité d'un degré élevé d'accord au sujet des contenus rédactionnels à adopter. Gabriel Boric, futur président, a signé à titre personnel bien qu'étant membre de "Convergencia Social".

Les mobilisations se poursuivent. Unidad Social convoque une troisième grève générale débutant le 25 novembre. L'initiative est motivée par l'insuffisance de l'accord du 15, l'absence de prise en compte des revendications sociales concernant notamment la précarité et le cout de la vie, et la CUT formule la demande d'un salaire mensuel minimum de 500.000 pesos (ce qui correspond actuellement à environ 550 dollars US). Pour des raisons de tactique, l'action est mise en oeuvre de façon étalée. La Unión Portuaria de Chile paralyse complètement les terminaux les 25 et 26, les autres organisations s'y joignent le 26 et poursuivent le 27. Parallèlement sont organisés des blocages de voies de communication. À cet égard on peut mentionner le mouvement Ukamau, faisant partie de Unidad Social, qui formule des revendications concernant des habitations dignes dans le cadre de plans d'urbanisme inclusifs et plus généralement des meilleures conditions de vie. Cette grève générale est encore suivie d'une journée de protestations convoquée par la CUT le 30 novembre.

Le 5 décembre, la CUT en commun avec Unidad social présente une proposition concernant une "Nouvelle constitution à travers une Assemblée constituante plurinationale et paritaire", stipulant notamment que l'Assemblée elle-même détermine les quorums applicables aux approbations et que les peuples autochtones disposent d'un quota de 15 % des membres[6].

En octobre 2020 s'est déroulé un premier plébiscite, également prévu dans l'accord conclu le 15 novembre, pour évaluer les souhaits de la population relatifs à la constitution. Près de 80 % des voix exprimées étaient favorables à une nouvelle constitution[7]. L'élection des membres de l'organe constituant (au nombre de 155, à l'image de la chambre de députés) eut lieu en mai 2021 et les travaux débutèrent en juillet de la même année.

Le processus lancé ainsi doit se terminer en septembre 2022 par un "plébiscite constitutionnel final" décidant l'acceptation ou le rejet du texte de constitution proposé par le Convention. Le vote sera obligatoire pour tous ceux qui tiennent leur domicile au Chili sous peine d'amende pécuniaire. Nous reviendrons sur ce sujet plus loin dans le présent texte.

Durant l'année 2021 se sont déroulées également, en plusieurs temps, des élections parlementaires et présidentielles. Le système électoral au Chili permet la déclaration formelle d'alliances entre partis et prévoit l'éventualité d'élections primaires pour désigner, dans le cadre d'une alliance donnée, le candidat que celle-ci présentera. Deux listes regroupaient les partis associés au gouvernement de l'époque : "Chile Podemos Más" ("Chili Nous pouvons plus") et "Frente Social

Cristiano". Deux autres listes regroupaient les partis en opposition : "Apruebo Dignidad" ("J'approuve la Dignité") et "Nuevo Pacto Social". "Apruebo Dignidad" inclut entre autre le PCCh ainsi qu'une alliance dénommée "Frente Amplio" à laquelle participe "Convergencia Social". Sur un total de 155 députés, le résultat des élections parlementaires donnait 68 députés associés au gouvernement et 73 associés à l'opposition, ainsi que 14 sans rattachement clair[8]. Les députés ont assumé leur mandat en mars 2022 pour une période de 4 ans.

Pour la fonction de président, les pôles mentionnés sont passés par l'étape des élections primaires[9]. "Chile Podemos Más" choisissait entre quatre prétendants et désignait Sebastián Sichel, sans appartenance à une organisation; il avait été ministre du Développement social et de la Famille de juin 2019 à juin 2020, puis président de la Banque de l'État du Chili (Banco del Estado de Chile, ou BancoEstado, une banque commerciale propriété de l'État) jusqu'en décembre 2020. "Apruebo Dignidad" choisissait entre Daniel Jadue (PCCh) et Gabriel Boric ("Convergencia social"), ce dernier fut désigné. Aux élections proprement dites, se présentaient en outre José Antonio Kast (pour la liste "Frente Social Cristiano") ainsi que quatre autres candidats. Le résultat du premier tour fit que le deuxième tour se jouait entre Boric et Kast.

Nous n'allons pas analyser en détail les programmes que proposaient l'un et l'autre. Mais on peut constater que la campagne électorale comportait quelques similitudes avec ce à quoi nous a habitués le couple Macron-Le Pen, avec Mélenchon comme troisième larron. À première vue cette mise en parallèle peut paraitre incongrue. Mais elle ne l'est pas, dans la mesure où Boric représente un mélange entre le "ni droite ni gauche" de Macron et l'étiquette de "gauche radicale" de laquelle les médias ont tendance à gratifier Mélenchon.

Voici quelques exemples de la façon dont la situation a été présentée par les médias.

El Mercurio (Chili), 11/12/2021 [10] : "Si aujourd'hui nous sommes confrontés à un choix entre des extrêmes, c'est en grande partie en raison de la complaisance qu'une partie importante de la gauche a montrée envers les positions radicales de son propre secteur, comme celles que représentent Boric, le FA [Frente Amplio] et le PC […]." *France 24*, 23/11/2021 [11] : "Boric ou Kast : le Chili centriste de toujours est parti vers les extrêmes." *Cadena SER* (Espagne), 19/12/2021 [12] : "Jose Antonio Kast et Daniel Boric, extrême droite et extrême gauche se mesurent dans les urnes, lors d'élections présidentielles pour le moins étranges. La majorité des Chiliens voteront pour un moindre mal, pas pour leur candidat."

Quand les médias se réfèrent à Kast, le vocabulaire est limité : il est d'extrême droite, ou alors ultradroitier, au mieux ultraconservateur. Quant à Boric, on peut noter quelques variations dans la façon de le désigner. Souvent il est simplement considéré comme "de gauche" mais parfois quand même comme "d'extrême gauche". Qui plus est, quand ce qualificatif est appuyé par des explications quelque peu développées, des flottements apparaissent. L'accusation d'être d'extrême gauche peut paraitre cohérente si elle vise "les positions radicales […] où la violence est admise ou tolérée comme instrument politique et où est promue l'idée que la "rue", et non les élections ni le Congrès, est représentative de la volonté populaire"[13]. Cependant, l'accusation est plutôt confuse quand elle repose sur l'argument que Boric "défend […] un modèle social et écologique"[14]. Cela dit, l'interprétation fréquente qui associe Boric à une "nouvelle gauche" recouvre une réalité sociologique : "une nouvelle conception de la gauche chilienne […] avec un discours […] fondé sur l'égalité, l'écologie et le féminisme, et adapté aux ambitions et aux langages des nouvelles générations auxquelles il [le futur président] s'identifie […]"[15].

A gauche le président élu Gabriel Boric, à droite son prédécesseur Piñera

Quoi qu'il en soit, le point fondamental en rapport avec les élections est que Boric s'insère en toute connaissance de cause dans le contexte fixé par le système politique en place : une république parlementaire dont le caractère est déterminé par la domination de la bourgeoisie, du capital. Pour réussir à être élu il joue sur plusieurs tableau, dont l'un émane de son passé de militant étudiant. Mais il prend soin de ne pas rester enfermé dans ces limites.

En novembre 2021 au premier tour des élections présidentielles Boric obtient 25,82 %, Kast 27,91 %. L'objectif de Boric est de gagner au deuxième tour, il remodèle sa tactique en conséquence, et annonce ouvertement cette attitude[16] : "Nous allons faire toutes les révisions qui soient nécessaires. Je comprends qu'il y a une préoccupation en lien avec les angoisses du présent, que nous devons traiter." Le commentaire suivant de Jenny Pribble, professeure de sciences politiques à l'Université de Richmond, fait ressortir cet aspect[17] : "Je croie que tout le monde reconnait qu'avec le Congrès fragmenté, il sera difficile pour un candidat quel qu'il soit d'impulser un programme radical, c'est pourquoi je croie qu'il [Boric] a pivoté vers le centre de façon assez efficace."

Et ce n'était pas un virage de dernière minute[18] :

> Boric avait anticipé pendant la campagne électorale qu'il allait être ouvert à la négociation de son agenda de transformation avec d'autres forces politiques, afin que les changements soient établis sur des fondements solides de consensus social. Son triomphe doit beaucoup au soutien reçu au second tour par l'ancienne "Concertación" (le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne), la coalition de centre-gauche qui a alterné au pouvoir avec la droite depuis le retour de la démocratie en 1990. Le "Frente Amplio" de Boric (le "Podemos" chilien) avait auparavant joint les forces avec le puissant Parti communiste (PCCh) au sein de la coalition "Apruebo Dignidad".

En effet Boric maintient durablement une quête de consensus, d'autant plus compte tenu du fait qu'au parlement il ne dispose pas, à l'issue des élections de 2021, d'une majorité gouvernementale. Cette préoccupation imprègne ses prises de position, synthétisées par un terme dont il use amplement : "transversal", c'est-à-dire selon le dictionnaire ce "qui relie deux voies de circulation parallèles ou divergentes à partir d'un centre", "qui concerne différents domaines ou disciplines". Ainsi le programme présenté lors des élections présidentielles annonce[19] :

> Notre Gouvernement et son programme auront trois perspectives transversales qui parcourent chacune de nos propositions et qui marquent notre projet politique placé dans le cadre de la recherche de justice sociale et de déconcentration du pouvoir. […] Une perspective féministe […] Transformation sociale et écologique […] Décentralisation […]

L'attitude "transversale" aboutit à un éclecticisme sans limites. Le programme de Boric mentionne la question du "travail sexuel"[20] :

> Engagement du gouvernement à protéger, promouvoir et défendre les droits de ceux qui exercent le travail sexuel sous toutes ses formes; et avec les organisations qui les représentent.

En France existe une de ces organisations : le Strass (Syndicat du Travail Sexuel), créé en 2009 par des "travailleurSEs du sexe" lors des Assises européennes de la prostitution qui se tenaient alors à Paris. Ses "militants" perturbent régulièrement les mobilisations féministes en faveur de l'abolition de la prostitution. Quelques extraits de la présentation du Strass par lui-même[21] : "Nous nous battons avec le STRASS pour que touTEs les travailleurSEs du sexe aient les mêmes droits que toute personne et toutE travailleurSE." "Le STRASS accorde une attention particulière aux femmes - en adoptant une position féministe fondée sur le droit de chacune de disposer librement de son corps." "Nous réclamons la disparition du code pénal des dispositions sanctionnant spécifiquement le "proxénétisme". Censées nous protéger des exploiteurs, elles font aussi obstacle à l'exercice de la prostitution en nous refusant la possibilité de nous organiser (en nous empêchant, par exemple, de partager un lieu de travail) ou de bénéficier d'une quelconque aide extérieure." "Enfin, nous nous opposons fermement à la pénalisation de nos clients."

Le gouvernement issu des élections de 2021

La composition du gouvernement constitué en mars 2022 est marquée par la vision "transversale"[22]. La plupart des ministres ont fait carrière sur la base de formations universitaires. Plusieurs parmi eux étaient dans le passé impliqués dans des activités militantes en milieu estudiantin, notamment durant des périodes de fortes mobilisations (2006, 2011, 2019). Cinq ministères sont pris en charge par des membres de la formation dont vient Boric, "Convergencia social" : Économie, Développement et Tourisme; Énergie; Justice et Droits de l'Homme; Femme et Équité entre les genres; Cultures, Arts et Patrimoine. Deux ministres ont vécu à Cuba durant les années 1970-1980, leur parents ayant émigré sous l'effet du coup d'État de 1973.

Le PCCh est présent au gouvernement avec trois ministres : Travail et Protection sociale; Science, Technologie, Connaissance et Innovation; Secrétariat général du Gouvernement. Jeannette Alejandra Jara

Román est ministre du Travail et de la Protection sociale. En 1988 elle a rejoint l'organisation de la Jeunesse communiste (JJCC), elle a été en 1997 présidente de la Fédération des étudiants de l'Université de Santiago (Feusach); en 1999 elle adhère au PCCh et depuis 2015 elle fait partie de son Comité central. Camila Antonia Amaranta Vallejo Dowling est ministre du Secrétariat général du gouvernement. Elle a rejoint la JJCC en 2006, en 2010 elle a été élue présidente de la Fédération d'Étudiants de l'Université du Chili (FECH), en décembre 2011 c'est Boric qui a été élu à ce poste, Vallejo passant à être vice-présidente. Elle a été élue députée pour les périodes 2014-2018 et 2018-2022. Elle est membre du Comité central du PCCh depuis 2010.

Camila Vallejo et Gabriel Boric en 2012.

Au départ, l'équipe gouvernementale peut faire valoir quelques références favorables, du moins sur le plan propagandiste. Nicolás Grau, de "Convergencia social", ministre de l'Économie, du Développement et du Tourisme, a contribué à la campagne électorale par la proposition que les travailleurs intègreront 50 % des directions d'entreprise[23]. Quant à Camila Vallejo, en tant que députée elle avait fait la promotion d'un projet de réduction de la journée de travail à 40 heures (au lieu de 45) par semaine, qui est actuellement en discussion au Sénat[24].

Par contre le ministère des Finances est en charge de Mario Marcel, lequel a d'autres compétences à faire valoir. En 2015, il avait été nommé administrateur de la Banque centrale du Chili, puis en 2016 président de cette organisation, poste qu'il a occupé jusqu'à fin janvier 2022. Auparavant, il avait exercé plusieurs fonctions dans des organismes internationaux : directeur du domaine des pratiques de bonne gouvernance de la Banque mondiale, directeur adjoint de la gouvernance et du développement territorial de l'OCDE, responsable du Département Capacité institutionnelle et Finances de la Banque interaméricaine de développement (BID). Pendant 13 ans, il a travaillé pour le gouvernement du Chili au ministère des Finances, entre 2000 et 2006 il a été directeur des budgets.

Le Parti communiste du Chili

En décembre 2020 s'est tenu le 26e Congrès du PCCh[25]. Les militants ont choisi les 96 membres du Comité central pour la période 2021-2024, parmi une liste de 144 candidats. (Il faut noter qu'au Chili la loi, en particulier depuis un dispositif adopté en 2017, règlemente assez strictement la désignation des organes de direction des partis politiques, sur la base du suffrage universel par les membres; le "Servicio Electoral", organe supérieur de l'administration électorale, tient le registre des adhérents et supervise la régularité des élections internes aux partis.) Le vote a atteint un taux de participation de 12,5 % (6.180 votants sur près de 48.000 membres actifs). Avec 5.923 voix, Camila Vallejo est arrivée à la première position, suivie de Daniel Jadue, avec 5.822 voix. Une Commission politique a été constituée, pour laquelle Guillermo Teillier et Lautaro Carmona ont été reconduits respectivement comme président et secrétaire général.

Teillier, né en 1943, fait figure de vétéran, il avait assumé la fonction de président la première fois en 1988. En 2002 Gladys Marín Millie a été élue comme présidente, elle avait été secrétaire générale depuis 1994. En 2005 elle décède, Teillier, qui était passé à la fonction de secrétaire général, assume de nouveau celle de président.

Daniel Jadue défend des positions qui souvent le mettent publiquement en porte à faux par rapport à l'orientation officielle du PCCh, et simultanément existent des discordances marquées entre lui et Boric avec qui il était en compétition pour la candidature aux élections présidentielles au nom de la liste "Aprueba Dignidad". Ainsi, en novembre 2021, à une question sur le rôle de Jadue dans un gouvernement à l'issue de l'éventuelle victoire de Boric, celui-ci répondait[26] : "Je suis en bon termes avec Daniel […]. Daniel est bien dans la municipalité [Recoleta, dont Jadue est maire, quartier de la capitale Santiago] et il va rester dans la municipalité. Au gouvernement, nous avons besoin de personnes transversales."

Le contexte établi depuis 2019 offre au PCCh l'occasion de jouer dans la pièce, en se laissant guider par son programme adopté en 2001 [27] :

La forme de domination actuelle est une nouvelle phase de développement de l'impérialisme, nourrie par le néolibéralisme économique. Le néolibéralisme s'identifie aujourd'hui non seulement à son expression économique, mais à tous les aspects qui composent la domination idéologique qu'il a développée. Ainsi, la contradiction fondamentale de l'époque se situe entre cette forme de domination, dans son ensemble, et le processus de démocratisation croissante de la société.

Dans le pays s'est imposé et se maintient un modèle économique néolibéral, qui a intégré le Chili dans la nouvelle phase de développement capitaliste au bénéfice des conglomérats transnationaux et des groupes économiques internes, portant atteinte à notre souveraineté et contraire aux intérêts de la grande majorité des Chiliens : ouvriers, intellectuels, couches moyennes, petits et moyens entrepreneurs, jeunesse, femmes. […]

Dans le domaine économico-social, la ligne de partage s'exprime entre l'emprise du capital étranger et les grands intérêts économiques internes, d'une part, et les majorités nationales, d'autre part, y compris une part significative de la bourgeoisie non monopoliste, également victime du processus de spoliation de la part du grand capital. […]

Il est indispensable de faire place à l'unité de tous ceux qui sont affectés par ce projet pour conquérir une démocratie réelle, nationale, populaire et participative. […]

Nous posons comme principe la Nouvelle Majorité Nationale en tant que force politique et sociale, pluraliste et multiclassiste, qui se construit dans l'action, par des ouvriers, travailleurs, couches moyennes de la ville et de la campagne, secteurs marginalisés, professionnels, intellectuels, artistes, artisans, entrepreneurs non monopolistes, minorités ethniques, femmes au foyer, retraités, membres des forces armées et forces de l'ordre, et la jeunesse, c'est-à-dire tous ceux qui sont affectés par l'emprise transnationale et l'application du modèle néolibéral. […]

La conquête de la démocratie réclamera dans un moment historique, le changement du caractère de classe du pouvoir. Les réformes qui puissent être atteintes seront toujours précaires, des triomphes provisoires, avec la réaction aux aguets pour les liquider. Notre expérience montre qu'il ne suffit pas de conquérir le gouvernement. Il faut que le peuple conquière et exerce la totalité du pouvoir. […]

Nous sommes pour l'unité de la gauche avec toutes les forces avancées et progressistes opposées au système néolibéral, guidées par une direction partagée, avec une stratégie et une tactique communes, compte tenu de la diversité de pensée de ses membres, marxistes et chrétiens, révolutionnaires et réformistes, humanistes, écologistes et libres penseurs. Recréer une proposition de gauche, démocratique, nationale, antiimpérialiste, en vue du socialisme et conformément aux nouvelles conditions nationales et internationales, est un facteur décisif dans la construction de cette nouvelle alternative. […]

Construire un pouvoir majoritaire est une voie de création. Pour que la révolution triomphe, elle doit en permanence résoudre, sous une forme favorable au peuple, le problème du pouvoir de l'État et la conquête de la conscience et de la volonté de millions de Chiliens.

Nous aspirons à construire un nouvel État National, Social et Démocratique, indépendant et souverain, qui se fondé sur une nouvelle Constitution proposée par une Assemblée Constituante, qui mette fin à l'héritage institutionnel dictatorial, instaure un système électoral démocratique et proportionnel, réforme le Code du Travail, […].

En 2017, le PCCh décide d'appuyer le candidat qui se présente au nom de la plateforme "Nueva Mayoría".

Et en décembre 2019, après les mobilisations de septembre-octobre, la même orientation, cette fois dans une perspective de mise en pratique plus concrète[28] :

> Avec la force constituante du peuple du Chili, nous aspirons à la construction d'un nouvel État, démocratique et souverain, plurinational, garant et responsable des droits du peuple du Chili. Qui observe et respecte les droits de l'Homme et de l'environnement. Avec les forces armées et les forces de l'ordre et de la sécurité attachées sans restriction à une doctrine démocratique. La nouvelle Constitution doit nous doter d'un nouvel État pour un nouveau Chili.

Les forces de l'ordre et les forces armées

Un État, qu'il soit bourgeois ou prolétarien, "démocratique" ou "dictatorial", dispose naturellement d'organes ayant pour tâche d'exercer la force, autant que nécessaire, pour protéger le pouvoir en place face à des perturbations internes ou agressions externes mettant en péril directement ou indirectement les rapports sociaux établis.

Par principe, le gouvernement actuel au Chili assume la pose "transversale" du défenseur de la population à l'égard des actions malveillantes - ce qui correspond à l'idée d'un État au-dessus des classes.

Au Chili le 29 mars est un jour traditionnel de commémoration, le "Jour du jeune Combattant". Ce jour-là en 1985, à l'époque d'Augusto Pinochet, les frères Rafael et Eduardo Vergara Toledo ont été assassinés par des agents des forces de l'ordre (appelés Carabiniers de Contrôle de l'Ordre Public - COP, entité militarisée comme la Gendarmerie en France). Izkia Siches, ministre de l'intérieur du gouvernement de Boric, a tenu les propos suivants à cette occasion[29] :

> Une société dans laquelle nous vivons et construisons l'accompagnement de toutes les personnes qui habitent ce pays, exige le maintien de l'ordre public, et donc la fonction que vous remplissez […] est fondamentale. […] Il est pour nous nécessaire de réitérer l'appui de notre gouvernement à vos fonctions et que vous vous sentez, dans chacun des rôles qu'il vous échoit de jouer, confiants en ce que nous sommes là, vous soutenant et vous accompagnant dans chacune de ces actions.

Parmi "chacune de ces actions", voici un exemple. En mai 2022, débute à la raffinerie de l'ENAP, située à Hualpén dans la région de Biobío, une grève des travailleurs engagés par le biais de la sous-traitance[30]. L'ENAP - Empresa Nacional del Petróleo S.A. - est une société nationale dépendante du ministère de l'Énergie. La direction réagit en annonçant qu'elle cesse la distribution de combustible dans la région, afin de susciter parmi la population une peur de pénurie et de mettre ainsi sous pression les grévistes.

Raffinerie de l'ENAP, grève des travailleurs engagés par le biais de la sous-traitance.
"Pas de travailleurs de seconde et troisième classe à l'entreprise d'État ENAP !"

La Direction générale de l'électricité et des combustibles (SEC) sollicite alors auprès de la déléguée présidentielle de Biobío "la force policière nécessaire pour évacuer les installations occupées", ce qui fut fait, moyennant une cinquantaine de véhicules policiers ainsi que des canons à eau et du gaz lacrymogène[31].

Evacuation des gévistes de l'ENAP

Dans ce cas le caractère de classe de l'affrontement est apparent. Cependant le gouvernement prend plus généralement prétexte de "la violence" pour considérer comme justifiées l'existence des forces de police et leur action. Boric considère que "la criminalité est un problème transversal dans tout le Chili", qu'il faut "renforcer l'institution des Carabiniers par une réforme très profonde" et qu'il est nécessaire que "toutes les forces politiques adhèrent transversalement à un accord national en matière de sécurité"[32]. Or, au Chili comme sur tout le continent sud-américain, les phénomènes de violence sont répandus sur la base de phénomènes divers qui ne peuvent pas être englobés dans un concept aussi général que passepartout comme celui de "la violence".

Dans la capitale Santiago, le quartier de Meiggs de la commune Estación Central est connu pour la présence d'organisations mafieuses liées au commerce des marchands informels.

Le 1er mai 2022, un cortège de manifestation organisé ce Jour du Travailleur passait par le quartier. Francisca Sandoval, journaliste d'une chaine communautaire, fut atteint d'un tir et décéda quelques jours après.

Commentaire du directeur général des carabiniers : il s'agit d'un "affrontement entre ceux qui voulaient protéger leurs locaux commerciaux et d'autres qui voulaient détruire ce qui s'y trouvait pour générer des barricades, du désordre et de la violence".

Le 1er mai 2022, quartier de Meiggs. Des commerçants attaquent des manifestants. Les "forces de l'ordre" se comportent en complices.

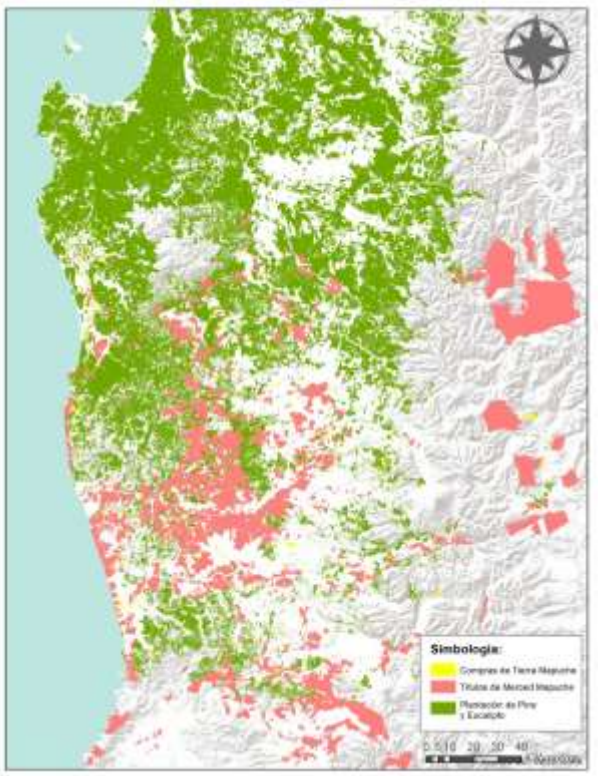
Dans la pratique, ce contexte complique considérablement les efforts du gouvernement de respecter sa prétention d'être de gauche, progressiste. Outre la délinquance en général, le grand banditisme, le trafic de stupéfiants, certains conflits sociaux s'expriment à travers un niveau élevé de violence. C'est le cas en ce qui concerne la situation de la population mapuche. Dans le cadre du présent texte, il n'y a pas lieu d'analyser cette question de façon détaillée, mais il est nécessaire d'en donner un exposé succinct, afin de montrer les turbulences auxquelles le gouvernement actuel s'expose.

Historiquement, le peuple mapuche constituait une grande population autochtone de l'Amérique du Sud, vivant sur un territoire qui s'étend sur les États actuels du Chili et de l'Argentine, de la côte ouest à la côte est du continent. Des traces archéologiques de la présence des Mapuche remontent au 5e siècle avant notre ère. Durant la deuxième moitié du 15e siècle, l'empire Inca - constitué à partir du 14e siècle au départ autour de la région de Cuzco - réalisait son expansion vers le sud, mais son avancée fut bloquée par les Mapuche à la hauteur de l'actuelle région de Maule. Puis en 1541 les Espagnols entreprennent une campagne d'occupation vers le sud et avancent jusqu'à la rivière Biobío, mais ne réussissent pas à prendre effectivement le contrôle des territoires mapuche. En 1641 est conclu un accord par lequel les Espagnols reconnaissent l'indépendance territoriale des Mapuche entre des frontières marquées par la rivière Biobío et la rivière Quillen. Ultérieurement, après la constitution des États indépendants du Chili et de l'Argentine au 19e siècle, la lutte des populations mapuche pour leur liberté nationale se poursuit, et continue encore actuellement.

Le mouvement mapuche, en tant qu'expression d'une action organisée du groupe ethnique au sein de la société chilienne, a émergé dans les premières décennies du 20e siècle. Diverses positions s'y sont exprimées, allant de celles qui visaient l'assimilation jusqu'à celles voulant préserver la séparation sociale complète. Les multiples organisations et structures dans lesquels les Mapuche se rassemblent maintiennent des rapports d'autonomie entre elles, même au prix de s'opposer. Le fait est que ce contexte rend la situation fortement conflictuelle dans la zone où vivent les Mapuche.

En octobre 2021 le Président Sebastián Piñera avait déclaré l'état d'urgence dans plusieurs provinces des régions Araucanía et Biobío. Piñera expliquait que "selon ce décret d'exception, les forces armées pourront fournir un soutien logistique, technologique et de communication, et pourront également fournir un soutien de surveillance, de patrouille et de transport à toutes les procédures de police qui sont mises en oeuvre dans les provinces déclarées en état d'exception"[33]. Initialement limité à 15 jours, la mesure a été prolongé à plusieurs reprises, jusqu'au 26 mars 2022. Boric et le nouveau gouvernement entré en fonction le 11 mars, ont dès le départ dû définir une position à l'égard de cette question, restée entièrement d'actualité. Boric a tenté de trouver un consensus sur une mesure qui d'un côté satisferait les exigences de "sécurité" qu'on lui adressait amplement, mais de l'autre ne ressemblerait pas trop à une mesure répressive telle que Piñera l'avait déployée. N'ayant pas pu trouver un soutien suffisant de la part de ses alliés au Parlement, Boric a dû se résigner à déclarer le 17 mai l'état d'exception faisant intervenir non seulement les forces de l'ordre mais aussi les forces armées[34]. Officiellement il s'agit de contrer les actes de violence et d'assurer la sécurité sur les axes de circulation. En effet, une des principales sources de

problèmes est liée à ce que d'une part les Mapuche, dans ces régions qui leur seraient réservées dans une hypothétique perspective historique, subissent une présence envahissante - au sens propre - d'entreprises d'exploitation forestière, et que d'autre part les routes où se produisent des incidents sont empruntées notamment par les camions de transport de ces entreprises. Les camionneurs concernés déclenchent périodiquement des actions de grève et de blocage pour exiger des mesures de protection.



Régions Biobío et Araucanía.
En couleur rose les territoires où se trouvent des communautés mapuche.
En couleur verte des plantations gérées par des entreprises forestières.

Le gouvernement s'efforce de noyer le poisson. Un organisme appelé "Unité de coordination stratégique" (UCS) est chargé d'"orienter le travail opérationnel et d'investigation des institutions compétentes, dans le but ultime de prévention, de contrôle et de poursuites judiciaires à l'encontre d'organisations criminelles". Dirigée par le sous-secrétaire à l'Intérieur, l'UCS comprend : les Carabiniers du Chili, la Police d'enquête, la Gendarmerie du Chili, le Service national des douanes, la Direction générale du Territoire maritime et de la Marine marchande, la Direction générale de l'aéronautique civile, la Direction générale de la mobilisation nationale. Selon les régions concernées, la liste des "délits traités prioritairement" varie. Dans la zone dont il est question ici, la liste est la suivante : "violence et délinquance rurale : trafic de stupéfiants, délits violents associés à la violence rurale (attaques incendiaires), vol organisé (bétail, bois, véhicules)"[35].

État d'urgence dans la région où se trouvent les communautés mapuche.

Les argumentations déployées sont tortueuses. La porte-parole du gouvernement, Vallejo (membre du PCCh) se trouve d'ailleurs sur la défensive quand on lui rappelle des prises de position antérieures[36]. Alors qu'elle était députée, Vallejo avait voté contre la proclamation de l'état d'exception déclaré par Piñera, et s'exprimait à ce sujet sur les réseaux sociaux : "Quand un conflit qui dure depuis plus de 200 ans est conduit comme une guerre, il n'y a pas de paix, seulement effusion de sang, nous n'allons pas approuver que ce gouvernement criminel continue de violer les droits de l'Homme et nous voterons contre l'état d'exception en Araucanía. Utilisez l'intelligence et non les armes!" Maintenant, au nom du nouveau gouvernement, elle tient un discours en décalage avec cette position tout en jurant d'être fidèle à elle-même. En se référant à sa propre argumentation antérieure, elle explique : "Cela, je le pense toujours, c'est pourquoi, au nom de notre Gouvernement, nous ne sommes pas en train de déclarer la guerre, nous sommes en train de protéger des routes pour pouvoir dialoguer, élaborer un plan intégral de Bien Vivre dans la Macrozone Sud […]. Nous ne sommes pas en train d'habiliter les Forces armées à pénétrer sur les chemins locaux ou les communautés. […] Pour tout ce qui a trait aux domaines de l'ordre et de la sécurité, dans des territoires hors des chemins, dans des communautés, c'est à la police d'agir."

L'Assemblée constituante

Parallèlement aux déboires du gouvernement, le processus d'élaboration d'une nouvelle constitution, lancé dans le cadre de l'"Accord pour la paix et la Nouvelle Constitution" signé en novembre 2019, est en cours. Une première étape consistait à formaliser le cadre dans lequel la Convention constituante devait

opérer. Au Parlement ont été définies des modifications de la constitution en vigueur, destinées à permettre la mise en place du processus d'élaboration et adoption éventuelle d'une constitution entièrement nouvelle. Ces modifications ont été adoptées en mars 2020. Est précisé notamment[37] :

> Conformément à l'article 5, premier alinéa, de la Constitution, tant que la Convention est en fonction, la souveraineté appartient essentiellement à la Nation et est exercée par le peuple à travers les plébiscites et les élections périodiques que la Constitution et les lois déterminent et, également, par les autorités établies par la présente Constitution. Il sera interdit à la Convention, à l'un quelconque de ses membres ou à une fraction d'entre eux, de s'attribuer l'exercice de la souveraineté, en assumant d'autres attributions que celles expressément reconnues par la présente Constitution.
>
> Le texte de la Nouvelle Constitution soumis à un plébiscite doit respecter le caractère de République de l'État du Chili, son régime démocratique, les décisions judiciaires définitives et exécutoires, et les traités internationaux ratifiés par le Chili et qui se trouvent être en vigueur.

En vertu de l'"Accord pour la paix social et la nouvelle constitution", les votes - autant le vote lors du plébiscite final d'approbation/rejet du projet de constitution que les votes au sein de la Convention constituante dans le cadre de ses travaux - sont soumis à des règles de quorum[38] : "L'organe constituant devra approuver les préceptes et le règlement de vote de ceux-ci par un quorum des deux tiers de ses membres en fonction."

La question des ressources du sous-sol

Mars 2017. Grève à la mine de cuivre La Escondida.

Parmi les divers thèmes traités par la Convention constitutionnelle figure une contribution soumise par la Confederación de Trabajadores del Cobre (Confédération des travailleurs du cuivre, CTC) qui s'inspire largement des mesures qu'avait mises en oeuvre Salvador Allende en 1971 sous forme de modification de la Constitution[39]. Les éléments-clé des articles proposés pour la Constitution sont les suivantes.

- Ils concernent "les biens publics" et les "ressources naturelles ou d'actifs stratégiques"; la loi définirait ce qui appartiendrait à ces catégories; il s'agirait notamment des eaux et des mines, en particulier des grandes exploitations minières de cuivre, d'hydrocarbures, de lithium.
- Ils déclarent que "l'État a le domaine absolu, exclusif, inaliénable et imprescriptible de tous les biens publics établis par la loi".
- Ils prévoient "un régime de propriété collective ou d'autres formes de gestion collective" auxquelles peuvent être soumis "la terre, les ressources naturelles et les moyens de production" "à des fins de socialisation et selon l'intérêt général".
- Ils précisent les modalités de "l'exploration, l'exploitation ou la mise à profit de ressources naturelles ou d'actifs". L'État peut exercer ces activités "directement ou par ses sociétés dans lesquelles il détient une participation en tant que contrôleur", et le domaine des ressources et actifs stratégiques lui est réservé exclusivement. Par contre dans le domaine non stratégique ces activités peuvent aussi être exercées "par le biais de concessions administratives ou de contrats spéciaux d'exploitation, avec les exigences et dans les conditions que le Président de la République fixe, pour chaque cas, par décret suprême".
- Ils reconnaissent "le droit à la propriété privée et la fonction sociale qu'elle a" mais précisent que "le contenu de la propriété privée, sa fonction sociale et ses limites sont fixés par la loi" et que "toute personne peut être privée de sa propriété, pour juste cause d'utilité publique ou d'intérêt social".

La CTC est aussi cosignataire, aux côtés du Sindicato Interempresa de la Minería (Syndicat interentreprises des mines, SIM) et diverses associations, d'un autre texte rédigé dans le même esprit, à quelques variations près[40], et elle s'est inspiré des travaux du Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo (Centre d'études nationales sur le développement alternatif - CENDA), une fondation créée en 1995. Avant

de soumettre sa contribution à la Convention constitutionnelle, elle avait publié un article intitulé "Propositions économiques pour la Nouvelle Constitution"[41]. Il est intéressant d'en citer quelques passages éclairants, et qui sont directement repris d'un document de la CENDA[42].

> En renationalisant le cuivre et les biens communs stratégiques, la Nouvelle Constitution s'inspirera des saines recommandations de la théorie de la rente formulées par les fondateurs de la théorie économique moderne et suivies par toutes les écoles ultérieures, à la seule exception de l'extrémisme néolibéral qui, sans les renier, relativise leur importance. […]
>
> En renationalisant le cuivre et les biens communs stratégiques, la Nouvelle Constitution rétablira les bases pour le développement au Chili du mode de production social moderne, dont la richesse repose exclusivement sur la valeur ajoutée par le travail de ses citoyennes et citoyens, sur la production de masse de biens et services qui sont vendus sur des marchés concurrentiels. […]
>
> En rétablissant le droit du peuple travailleur à l'intangibilité de ses salaires, la Nouvelle Constitution imposera le respect de cette part de la valeur créée entièrement et exclusivement par son effort, qu'il se réserve pour lui-même après avoir partagé le reste avec les propriétaires des moyens de production (Adam Smith 1776), pour s'offrir une vie décente ensemble avec ses familles, y compris ses ainés.
>
> En rétablissant le droit du peuple travailleur à l'intangibilité de ses salaires, la Nouvelle Constitution garantira au Chili la validité du pacte social moderne. Celui-ci reconnait la légitimité de l'appropriation par l'entrepreneuriat de l'excédent de la valeur créée exclusivement par le travail, à la seule condition que soit respectée comme sacrée la part réservée au peuple travailleur, de cette valeur.

Les "saines recommandations de la théorie de la rente", la "production de masse de biens et services qui sont vendus sur des marchés concurrentiels", la "part de la valeur créée entièrement et exclusivement par son effort [du peuple travailleur], qu'il se réserve pour lui-même après avoir partagé le reste avec les propriétaires des moyens de production" : tout cela présenté en 2021 par des syndicalistes comme préceptes de la "théorie économique moderne" - celle d'Adam Smith, 1776 ! -, c'est franchement aberrant.

Dans le cadre de la Convention constitutionnelle, des éléments de ces propositions ont été repris au cours des travaux de la Commission Environnement. Celle-ci, en février 2022, a statué sur un projet d'"Initiative constitutionnelle constituante qui établit le statut constitutionnel des biens stratégiques"[43].

Certains articles ont été approuvés, dont voici les principaux passages.

> Les biens naturels tels que le cuivre, le lithium, l'or, l'argent, les hydrocarbures liquides ou gazeux, l'uranium, le manganèse, le molybdène, le cobalt, le bore, les terres rares et autres minerais sont des biens de caractère stratégique pour le pays […].
>
> L'État, au nom des peuples du Chili, a le domaine absolu, exclusif, excluant, inaliénable et imprescriptible de tous les biens stratégiques, de toutes les mines […].
>
> En cas de nationalisation d'activités ou de sociétés de biens stratégiques, la nationalisation inclura celles-ci mêmes, les droits de ceux qui en sont titulaires, et la totalité de leurs biens. Les concessions minières d'exploration et d'exploitation constituées en faveur de ces sociétés cesseront de forme immédiate dès la nationalisation effective. […]
>
> En raison de l'intérêt des peuples du Chili et dans l'exercice du droit souverain et inaliénable de l'État de disposer librement de ses richesses et de ses biens naturels, sont nationalisées les entreprises d'exploitation et d'exploration de biens stratégiques, et sont par là déclarés incorporés au domaine national plein et exclusif, tous les biens des dites entreprises et de leurs filiales liés à leur activité sur le territoire national passant au domaine national.
>
> L'État prendra immédiatement possession de ces biens […]. Conformément au domaine patrimonial de l'État sur tous les biens stratégiques, il n'y aura pas lieu à une quelconque indemnisation pour les droits sur les biens miniers et d'hydrocarbures, puisque par mandat constitutionnel ils appartiennent à l'État du Chili.

Les représentants des capitalistes ont évidemment rejeté vigoureusement l'idée que ces dispositions puissent devenir réalité. Ils ont clairement fait comprendre qu'ils y opposait leur véto.

Diego Hernández, président de la Sociedad Nacional de Minería (SONAMI)[44] :

> La décision adoptée c'est une barbarie, avec des erreurs juridiques claires et évidentes. La nationalisation du cuivre a été approuvée, mais le cuivre, actuellement, appartient à l'État chilien. Ainsi, cette mesure signifie seulement nationaliser les entreprises […]. Une nationalisation aurait de graves conséquences pour notre économie dans un contexte de mondialisation, puisque les entreprises concernées auront recours aux traités internationaux pour défendre leurs intérêts légitimes.

Joaquín Villarino, président exécutif du Consejo Minero[45] :

> Il est regrettable que certains parmi les membres de la commission Environnement ignorent les droits acquis, outrepassent ouvertement leurs attributions et y compris ignorent naïvement le principe de réalité.

Richard von Appen, de la Sociedad de Fomento Fabril (Société de promotion de l'industrie, Sofofa)[46] :

> Le précepte de liberté d'entreprendre approuvé par la plénière suscite des inquiétudes, car il établit le droit de développer des activités économiques, ce qui laisse entendre qu'il n'autorise pas la liberté économique concernant "tout type d'activité économique", comme il le fait pour la Constitution actuelle et comme nous le posons dans notre Initiative Populaire de Précepte "Entreprends Librement".

Mars 2022. Déclaration "Pour la nationalisation du secteurs des grandes mines : le cuivre et le lithium pour le Chili".

Parmi les signataires : Edward Gallardo, président du Syndicat interentreprise des mines, SIM.

Au bout du compte, dans le projet de constitution établi par la Convention au niveau supérieur, qui chapeaute les commissions, il ne reste pas grand-chose des propositions formulées par l'"Initiative constitutionnelle constituante" concernée. Comme le note un commentateur[47] : "Ainsi, la pression des corporations semble avoir porté ses fruits, puisque le projet n'a recueilli que 66 voix, sur les 103 dont il avait besoin." Voici quelques extraits du projet tel que validé à cette étape[48].

Les dispositions du domaine des "droits fondamentaux" respectent fidèlement les préceptes bourgeois.

> Toute personne, physique ou morale, dispose de la liberté d'entreprendre et de développer des activités économiques. Son exercice doit être compatible avec les droits consacrés par la présente Constitution et avec la protection de la nature. […] Toute personne, physique ou morale, dispose du droit à la propriété de toute espèce et sur toutes sortes de biens, à l'exception de ceux que la nature a rendus communs à tous et de ceux que la Constitution ou la loi déclarent inappropriables. […] Nul ne peut être privé de sa propriété, sauf en vertu d'une loi autorisant l'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général déclarée par le législateur.

Le "statut constitutionnel des minéraux" reprend en premier lieux un article contenu dans la constitution existante.

> L'État détient le domaine absolu, exclusif, inaliénable et imprescriptible de toutes les mines et substances minérales, métalliques, non métalliques, et des gisements de substances fossiles et d'hydrocarbures existant sur le territoire national, sans préjudice de la propriété des terrains sur lesquels ils se trouveraient.

Le rôle de l'État dans le domaine économique est défini dans les grandes lignes, d'une façon qui autorise tous les arrangements éventuels entre le gouvernement et les entrepreneurs.

> L'État exercera une initiative publique dans l'activité économique. Pour cela, il pourra développer des activités d'entrepreneur, qui peuvent prendre diverses formes de propriété, de gestion et d'organisation selon ce que déterminent les règlementations respectives. […]
>
> L'État pourra accorder des autorisations administratives pour l'usage des biens communs naturels inappropriables, conformément à la loi, à titre temporaire, sous réserve de causes

d'expiration, d'extinction et de révocation, avec des obligations spécifiques de conservation, justifiées par l'intérêt public, la protection de la nature et le bénéfice collectif. Ces autorisations, qu'elles soient individuelles ou collectives, ne génèrent pas de droits de propriété.

La question des populations autochtones

Les dispositions relatives à la formation de l'Assemblée constituante comprenaient l'attribution de 17 sièges réservés à des représentants des populations autochtones. Il importe de mentionner le fait qu'une des principales organisations de défense des intérêts des Mapuche, la Coordinadora de Comunidades en Conflicto Arauco-Malleco[49], communément désigné comme Coordinadora Arauco-Malleco (CAM), a d'emblée refusé de s'inscrire dans cette perspective.

Hector Llaitul, porte-parole de la CAM, affirme[50] :

> Si nous formulons l'objectif de la restitution territoriale autonome, et le désirons réellement, nous ne pouvons privilégier des luttes institutionnelles et fonctionnelles en rapport avec le système qui nous domine. Nous devons nous imposer des modes de lutte qui affrontent directement le système et l'État capitalistes chilien.

Et précisément en rapport avec la Constituante, en 2020 [51] :

> Donc, ce à quoi nous nous employons, c'est la construction, ou libération, nationale, et si cela veut dire qu'à un moment donné nous nous engageons dans le voie de l'indépendance de la nation mapuche, nous allons le faire. Mais pour cela, il manque encore un nécessaire rapport de force. Nous n'envisageons pas de faire partie de l'État chilien.
>
> Il y a des propositions qui ont à voir avec l'inclusion, avec l'intégration, nous les considérons comme une déroute pour la maison mapuche. D'autres propositions, qui ont à voir avec une forme d'autonomie régionaliste ou fédérative, signifient à leur tour faire partie de l'État. Il y a aussi une approche de la plurinationalité, mais c'est aussi celle de l'intégration et de la subordination. Au fond notre projet politique est celui de la reconstruction de la nation mapuche. Et cela implique tout ce que nous avons déjà dit sur l'autonomie, c'est-à-dire l'indépendance politique, organique, idéologique, culturelle; la construction d'une pensée propre, une proposition politique mapuchiste. Et c'est pourquoi notre principal combat aujourd'hui est territorial, comme élément nécessaire à l'autonomie, et ce que nous faisons, c'est désormais développer l'autonomie dans la pratique, de facto, en confrontation à l'État, en confrontation à l'institutionnalité oppressive.

Enterrement d'un Mapuche mort dans un affrontement avec la police après un attentat dans la région Araucanía. L'acte est réalisé en présence d'une garde de Mapuche armés.

La "démocratie" bourgeoise, même "participative" maintient en vie la société capitaliste et tous ses maux

La "démocratie bourgeoise", quelle qu'en soit la forme, ne permet pas d'éliminer les maux engendrés par les rapports de production capitalistes. L'expérience de la Convention constitutionnelle au Chili confirme ce constat. L'échec était inévitable, pour une raison fondamentale. Le régime en place a prescrit que le texte de la nouvelle constitution devait respecter "le caractère de République de l'État du Chili" et "son régime démocratique" (cf. plus haut). Cette exigence implique qu'aussi bien le texte lui-même que la procédure de son élaboration dans toutes ses étapes (détermination de la composition de la Convention constitutionnelle, élaboration et validation du contenu du texte à soumettre au plébiscite), ainsi que la procédure du plébiscite doivent respecter le principe du suffrage universel. Or la bourgeoisie exerce une influence décisive sur le résultat, à la fois directe puisqu'elle-même est incluse dans le suffrage universel, qu'indirecte de par son rôle dominant sur le plan économique.

En automne 2019, les travailleurs ont fortement contribué à l'ampleur considérable des mobilisations de protestation et de revendication, notamment par le biais

des organisations syndicales. Or la tournure prise ultérieurement par le mouvement signifiait que les travailleurs perdaient non seulement l'initiative mais aussi la capacité d'influer significativement sur la suite des évènements. Ils sont restés paralysés en inscrivant leur action dans le cadre de la démocratie bourgeoise et ses procédures électorales.

Les discussions au sein de la Constituante se limitent, malgré certains faux-semblants d'enjeux fondamentaux, à des questions qui peuvent préoccuper les réformistes - interventions plus ou moins prononcées de l'État dans le domaine économique -, les écologistes de diverses nuances - radicaux, rêveurs, collaborationnistes -, les populations autochtones - pour celles-ci une certaine reconnaissance constitutionnelle peut effectivement avoir un sens, mais potentiellement en divergence avec une bonne partie de ces populations qui suivent des voies différentes.

Rien dans les évènements depuis 2019 n'apporte les changements fondamentaux nécessaires pour avancer vers l'élimination de la société capitaliste. Et même la perspective limitée d'en finir avec les survivances de la dictature militaire est illusoire. Le projet de constitution prévoit deux institutions de force publique : les forces armées et les polices. "Les forces armées sont intégrées uniquement et exclusivement par l'armée, la marine et l'armée de l'air. Elles dépendent du ministère chargé de la défense nationale et sont des institutions destinées à sauvegarder la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République, contre les agressions extérieures, telles qu'établies dans la Charte des Nations Unies. […] Ce sont des institutions professionnelles, hiérarchiques, disciplinées et par essence obéissantes et non délibératives." "Les polices dépendent du ministère chargé de la sécurité publique et sont des institutions policières, non militaires, de nature centralisée, ayant juridiction sur tout le territoire du Chili, et sont destinés à garantir la sécurité publique, faire respecter la loi et préserver les droits fondamentaux, dans le cadre de leurs compétences." Le projet de constitution spécifie aussi la façon d'appliquer d'éventuelles restrictions ou suspensions des droits et garanties assurés par la Constitution "dans les situations exceptionnelles suivantes : conflit armé international, conflit armé interne tel qu'établi par le droit international ou calamité publique". Mais toute cette procédure, considérée comme le summum de la démocratie participative, fait l'impasse sur l'expérience de la période de 1970-1973.

En effet, aucune constitution ne peut imposer ses normes par le simple fait qu'elles soient écrites noir sur blanc, face à un coup de force tel que l'a effectué Pinochet contre le gouvernement d'Allende. Si les forces armées sont "des institutions par essence obéissantes", alors il reste à savoir à qui elles obéissent à un moment donné. Bien que de façon ambigüe et incertaine, le contexte actuel au Chili comporte, en comparaison à la période antérieure, des aspects favorables du point de vue des libertés démocratiques - pas tant sous l'angle juridique qu'en rapport avec l'orientation des forces politiques au gouvernement. Mais il laisse les travailleurs désarmés en cas d'une répétition du scénario dont a été victime le gouvernement d'Allende.

La seule voie à suivre pour sortir de la société capitaliste, c'est celle montrée théoriquement par Karl Marx et Friedrich Engels, voie dans laquelle s'était engagé dans la pratique le prolétariat en Russie en 1917, par l'instauration d'un État de dictature du prolétariat. Un tel État exclut certes les capitalistes de la participation à la détermination des orientations politiques appliquées, mais est néanmoins un État pleinement démocratique dans le sens qu'il réalise la démocratie pour l'ensemble de la population travailleuse. Et de par ses origines, étant issu d'une révolution armée dirigée par le parti d'avant-garde de la classe ouvrière, il dispose des moyens adéquats pour se défendre par la violence armée révolutionnaire contre la violence armée réactionnaire.

Notes

1. *https://obtienearchivo.bcn.cl/obtienearchivo?id=repositorio/10221/28283/1/Cronologia_proceso_constituyente__prensa__def.pdf*
2. *https://fielchile.cl/v2/2021/04/13/cronologia-sindical/*
3. *https://cut.cl/cutchile/2019/08/28/manifiesto-de-unidad-social-convocando-a-la-gran-protesta-nacional-de-este-5-de-septiembre-otro-chile-es-posible-nos-cansamos-nos-unimos/*
4. *https://elsiglo.cl/2020/11/11/historia-la-multitudinaria-huelga-general-del-1211-de-2019/*
5. *https://obtienearchivo.bcn.cl/obtienearchivo?id=documentos/10221.1/76280/1/Acuerdo_por_la_Paz.pdf*
6. *https://cut.cl/cutchile/2019/12/05/unidad-social-presenta-propuesta-nueva-constitucion-via-asamblea-constituyente-plurinacional-y-paritaria/*
7. *https://servel.cl/plebiscito-nacional-2020-fue-la-mayor-votacion-de-la-historia-de-chile/*
8. *https://www.elmostrador.cl/destacado/2021/11/22/axel-callis-y-la-nueva-composicion-del-parlamento-es-un-congreso-caotico-paralizante-va-a-ser-muy-complejo-llegar-a-acuerdos/*
9. *https://www.pauta.cl/politica/elecciones-presidenciales-2021-candidatos-partidos*
10. *https://www.elmercurio.com/blogs/2021/12/11/93885/paja-en-el-ojo-ajeno.aspx*

El Mercurio : Quotidien le plus ancien de langue espagnole et principal périodique de circulation national au Chili.

11. *https://www.france24.com/es/américa-latina/20211123-boric-kast-chile-centrista-extremos*
12. *https://cadenaser.com/ser/2021/12/19/internacional/1639901991_601183.html*

Sociedad Española de Radiodifusión : La Société diffuse des programmes sonores par radio au public. Elle sert des clients en Espagne. Constitué en 1924, Madrid - Espagne.

13. *https://www.elmercurio.com/blogs/2021/12/11/93885/paja-en-el-ojo-ajeno.aspx*
14. *https://cadenaser.com/ser/2021/12/19/internacional/1639901991_601183.html*
15. *https://www.efe.com/efe/america/politica/de-allende-a-boric-la-nueva-izquierda-chilena-o-posible-fin-transicion/20000035-4754559*
16. *https://www.latercera.com/politica/noticia/boric-descarta-que-jadue-asuma-algun-rol-si-llega-a-la-moneda-daniel-se-va-a-quedar-en-el-municipio-en-el-gobierno-necesitamos-gente-transversal/QG3OET7MWNASLDJGLTJ3C6UWIU/*
17. *https://es.euronews.com/2021/12/16/chile-gabriel-boric-de-la-protesta-estudiantil-a-la-campana-presidencial*
18. *https://www.publico.es/internacional/alamedas-transversales-gabriel-boric.html*
19. *https://www.servel.cl/wp-content/uploads/2021/06/5_PROGRAMA_GABRIEL_BORIC.pdf*
20. *https://www.servel.cl/wp-content/uploads/2021/06/5_PROGRAMA_GABRIEL_BORIC.pdf*
21. *https://www.helloasso.com/associations/syndicat-du-travail-sexuel-strass*
22. *https://www.gob.cl/instituciones/*
23. *https://www.pauta.cl/politica/nicolas-grau-ministro-de-economia-gabinete-boric*
24. *https://msgg.gob.cl/wp/ministra-camila-vallejo/*
25. *https://www.cooperativa.cl/noticias/pais/politica/partido-comunista/camila-vallejo-la-mas-votada-en-eleccion-del-comite-central-del-pc/2020-12-16/165609.html*
26. *https://www.latercera.com/politica/noticia/boric-descarta-que-jadue-asuma-algun-rol-si-llega-a-la-moneda-daniel-se-va-a-quedar-en-el-municipio-en-el-gobierno-necesitamos-gente-transversal/QG3OET7MWNASLDJGLTJ3C6UWIU/*
27. *http://americo.usal.es/oir/opal/Documentos/Chile/Partido%20Comunista%20de%20Chile/Programa(2001).pdf*

p. 13-16.

28. *https://pcchile.cl/historico/2019/12/22/pleno-del-comite-central-ratifica-compromiso-por-una-nueva-constitucion-nos-estamos-preparando-y-organizando-para-disputar-decididamente-los-contenidos/*
29. *https://www.latercera.com/nacional/noticia/la-arenga-de-siches-a-carabineros-que-prestaran-servicios-en-el-dia-del-joven-combatiente-estaremos-apoyandolos-y-acompanandolos-en-cada-una-de-esas-acciones/W76BFAUCYRHBVMXY36JJ7V4ZPY/*
30. *https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/region-del-bio-bio/2022/05/06/subcontratados-movilizados-acusan-a-enap-y-al-ministerio-de-energia-de-cerrar-la-opcion-de-dialogo.shtml*
31. *https://www.nuevamineria.com/revista/el-informe-de-la-sec-al-gobierno-que-zanjo-el-desalojo-de-los-subcontratistas-de-enap/*
32. *https://www.diarioconcepcion.cl/politica/2022/01/09/presidente-electo-gabriel-boric-font-hay-que-entregar-mas-poder-a-los-territorios-y-mayores-facultades-a-los-gobiernos-regionales.html*

https://www.lanacion.cl/boric-pidio-acuerdo-politico-transversal-en-seguridad-no-podemos-aceptar-esta-violencia/

33. *https://www.latercera.com/nacional/noticia/no-publicar-para-entender-que-significa-y-como-opera-el-estado-de-emergencia-en-la-macrozona-sur-decretado-hoy-por-el-gobierno/K3ISK53NUBCNBIX32QOATAHDKQ/*
34. *https://www.latercera.com/nacional/noticia/monsalve-por-termino-del-estado-de-excepcion-en-macrozona-sur-el-gobierno-ha-tomado-decisiones-que-permiten-mejorar-las-capacidades-de-las-policias-para-garantizar-la-seguridad-que-merece-todo-chileno/U2KKIBHLZZEHTIXM4NDLXYZCR4/*

https://www.latercera.com/politica/noticia/boric-dice-que-estan-trabajando-en-estados-de-emergencia-intermedios-para-violencia-en-la-araucania-para-que-no-sea-un-estado-de-excepcion-o-nada/FEWPORF2FNBYFDC7G7X2PZHVPY/

https://radio.uchile.cl/2022/05/17/desde-estado-de-decepcion-a-decision-dificil-y-valiente-parlamentarios-reaccionan-a-estado-de-emergencia-del-gobierno/

35. *https://www.subinterior.gob.cl/unidad-coordinadora-estrategica/*
36. *https://www.24horas.cl/politica/ministra-vallejo-defiende-estado-de-excepcion-enfocado-en-rutas-no-estamos-declarando-guerra-5308430*

https://www.latercera.com/politica/noticia/vallejo-por-estado-de-excepcion-en-la-macrozona-sur-como-gobierno-no-estamos-declarando-guerra-estamos-resguardando-rutas/U5CWKLPW7VCXFGG2O5FRHX5HFA/

Notes - suite

37. *https://c80.cl/constitucion/capitulo-xv/del-procedimiento-para-elaborar-una-nueva-constitucion-politica-de-la-republica/articulo-135-disposiciones-especiales/*
38. *https://obtienearchivo.bcn.cl/obtienearchivo?id=documentos/10221.1/76280/1/Acuerdo_por_la_Paz.pdf*
39. *https://plataforma.chileconvencion.cl/m/iniciativa_popular/detalle?id=1515*0
40. *https://plataforma.chileconvencion.cl/m/iniciativa_popular/detalle?id=5602*
41. *https://docs.google.com/document/d/17QwJoP8bLotAX_Ou1-DCBNdIjPSGiVcvPOHNcqayZvE/*
42. *https://docs.google.com/document/d/1WQOK4-C3gjyBel_RpZqx1994Wq2RfdAFmlvAFt54qGk/*
43. *https://www.chileconvencion.cl/wp-content/uploads/2022/01/270-5-Iniciativa-Convencional-de-la-cc-Ivanna-Olivares-sobre-Bienes-Naturales-Estrategicos-17-01-1154-hrs.pdf*

https://www.cconstituyente.cl/comisiones/verDoc.aspx?prmID=2108&prmTipo=DOCUMENTO_COMISION

44. *http://enernews.com/nota/344379/nacionalizacion-de-cobre-y-litio-avanza-en-constitucional-chilena-el-texto-y-las-reacciones-mineras*
45. *http://enernews.com/nota/344430/convencional-olivares-vamos-a-ir-primero-por-la-escondida-criticas-desde-la-mineria*
46. *https://www.ex-ante.cl/los-8-temas-de-la-convencion-que-mas-preocupan-a-los-empresarios/*
47. *https://www.huaral.pe/derechos-mineros-estatales-no-fueron-aprobados-en-votacion-de-la-asamblea-constitucional-de-chile/2022/*
48. *https://www.chileconvencion.cl/wp-content/uploads/2022/05/PROPUESTA-DE-BORRADOR-CONSTITUCIONAL-14.05.22-1-1.pdf*

Points 251, 255, 302, 324

49. Malleco est une province du Chili, elle fait partie de la région Araucanía.
50. *https://www.mapuexpress.org/2015/07/01/hector-llaitul-%e2%80%9csi-queremos-soberania-territorio-y-autonomia-nuestra-lucha-debe-confrontar-directamente-al-estado-capitalista%e2%80%9d/*
51. *https://www.redalyc.org/journal/5350/535062214007/html/*

14 novembre 2018.

Le dirigeant mapuche Camilo Catrillanca (24 ans) est décédé des suites d'une balle dans la tête, tirée par des membres d'un commando des Carabiniers qui sont entrés brutalement dans la communauté de Temucuicui. Il était occupé à effectuer des travaux sur sa maison lorsque les carabiniers arrivèrent et ont commencé à tirer sans qu'il y ait eu la moindre provocation de la part de Catrillanca.

27 décembre 2018.

Cinq membres des Carabiniers sont attaqués lors d'une marche à la capitale Santiago, appelée par la Coordination mapuche en réaction à l'assassinat de Camilo Catrillanca.

Les numéros précédents :

N° 28 - 1er semestre 2021

Sommaire

C'est la lutte politique au sein de la classe ouvrière qui peut créer les conditions de l'émergence d'un véritable parti communiste marxiste-léniniste

Rosa Luxemburg au sujet des syndicats

Violences policières : sortir de la confusion

Brouiller les pistes entre "droite" et "gauche" n'efface pas l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat

La classe capitaliste est confrontée à la crise économique - La classe ouvrière doit affronter le pouvoir de la bourgeoisie

Privatisation ADP : Quand la plupart des organisations marxistes-léninistes adoptent une position chauvine

Un point sur la situation au Chili

Pour réaliser ses intérêts réactionnaires, la Turquie zigzague au milieu des conflits interimpérialistes

N° 29 - 2e semestre 2021

Sommaire

Lutte de classes et crise du capitalisme

Les travailleurs doivent s'organiser : politiquement en tant que classe et syndicalement pour la lutte revendicative

La signification politique de l'écologie

Palestine La question des perspectives stratégiques possibles

La situation au Moyen-Orient sous l'angle géopolitique et ses répercussions sur la lutte du peuple palestinien

Sur notre site:

http://rocml.org/home/analyses-histoire/

http://rocml.org/home/theorie-ml/

Les numéros précédents :

N° 26 - Septembre 2019

Sommaire

52e Congrès de la CGT

La question de la violence

L'impérialisme aujourd'hui

Le peuple kurde cible
de toutes les forces réactionnaires

N° 27 - 1er semestre 2020

Sommaire

Le capitalisme souffre du coronavirus
Mais le fléau ultime, c'est
le capitalisme lui-même

S'organiser politiquement
en tant que prolétariat
par la lutte et pour la lutte

Aucun "confinement"
pour la lutte de classe !

Mobilisation populaire au Chili

Bolivie :
La vanité des espoirs réformistes

Quand le mouvement marxiste-léniniste
est dans les limbes
les aberrations fleurissent

Nexhmije Hoxha
Une grande combattante
du communisme n'est plus

Hommages
à des camarades disparus

L'ensemble des numéros parus à lire sur notre site : http://rocml.org/vdc-2/

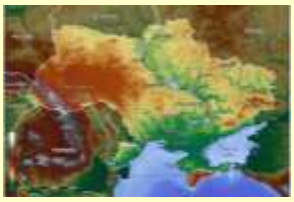
Dans la rubrique Dossiers :
http://rocml.org/dossiers/

Dossier sur le Réformisme
http://rocml.org/dossiers/dossier-reformisme/

"Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes."

(Lénine, Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme, 1913)

Dossier sur l'Ukraine
http://rocml.org/dossiers/dossier-ukraine/



Ce dossier présente des documents historiques et politiques ainsi que des articles sur l'Ukraine :

- la période de la République soviétique d'Ukraine (1917-1954)
- des textes de J. Staline au sujet de la question nationale en général et l'Ukraine en particulier
- des articles publiés par le ROCML sur les évènements en Ukraine depuis 2014

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes
roc.ml@laposte.net
http://rocml.org/